

bicc report

*Marie Müller-Koné, Esther Meininghaus,
Birgit Kemmerling, Boubacar Haidara*

Comment le nexus Humanitaire– Développement-Paix peut-il fonctionner à partir de la base?

Document de discussion sur les
défis de la mise en œuvre dans
une perspective décoloniale.
Perspectives de l'Irak, du Mali et
du Sud-Soudan

L'approche du nexus HDP n'a
jusqu'à présent pas tenu les
promesses d'une approche
ascendante. Nous expliquons
pourquoi.

Une approche localisée risque
de reproduire les déséquilibres
de pouvoir existants plutôt
que de les surmonter.

Les résultats de la recherche
montrent que les activités de
paix peuvent être contro-
versées ou trop sensibles sur
le plan politique pour être
mises en œuvre.

RÉSUMÉ

Le nexus humanitaire-développement-paix (HDP) est conçu pour rendre les réponses humanitaires aux populations dans le besoin plus durables en reliant mieux les trois domaines d'activités H, D et P et en s'attaquant aux causes profondes des conflits. Cette "nouvelle méthode de travail" décidée lors du sommet humanitaire mondial de 2016 n'était pas seulement une réponse aux crises multiples et prolongées, mais aussi une réponse à un mécontentement populaire généralisé à l'égard du système d'aide humanitaire existant. En conséquence, des appels à la décolonisation de l'aide ont émergé dans les domaines de l'humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix, critiquant les déséquilibres de pouvoir et les racismes structurels qui conditionnent les relations entre les acteurs de l'aide du Nord et du Sud. Dans ce document de discussion, nous utilisons la critique décoloniale pour comprendre comment l'approche HDP fonctionne en théorie et en pratique.

Sur la base d'une revue de la littérature et d'une recherche empirique qualitative en Irak, au Mali et au Sud-Soudan, nous soutenons que les déséquilibres de pouvoir abordés par le mouvement décolonial posent un défi particulier pour le nexus HDP, car l'approche HDP intervient dans les conflits locaux et leur dynamique de pouvoir inhérente en incluant des activités de paix. La question directrice de ce document est la suivante : comment l'approche du HDP peut-elle fonctionner à partir de la base ? Pour répondre à cette question, nous examinons dans quelle mesure l'approche HDP a été mise en œuvre jusqu'à présent en tant qu'approche ascendante et quelles sont les nouvelles voies qu'elle offre une perspective décoloniale. Bien que ce document de discussion s'appuie sur les résultats de nos recherches à titre d'exemple, il est accompagné de trois documents projecteurs distincts « spotlight papers » sur le nexus HDP, afin de fournir une analyse approfondie pour chaque pays.

Nos trois principales conclusions sont les suivantes :

- \ Jusqu'à présent, l'approche nexus HDP n'a pas tenu la promesse d'une approche ascendante. Au contraire, les résultats obtenus dans les trois pays (Irak, Sud-Soudan et Mali) montrent qu'elle est largement mise en œuvre du haut vers le bas.
- \ Une approche de localisation risque de reproduire les déséquilibres de pouvoir existants plutôt que de les surmonter. Par exemple, la localisation telle qu'elle est promue par les agences d'aide internationale depuis le Sommet mondial de l'humanitaire de 2016 laisse encore peu de pouvoir de décision et d'influence aux organisations et communautés locales sur la conception des projets.
- \ Les principaux documents d'orientation du HDP nexus suggèrent que les activités de consolidation de la paix devraient être apolitiques. Cependant, les résultats des recherches empiriques menées dans les pays montrent que les activités de paix peuvent être controversées, comme les politiques de stabilisation des missions militaires internationales au Mali, ou trop sensibles sur le plan politique pour être mises en œuvre, comme c'est le cas en Irak.

Nous concluons qu'une approche ascendante du nexus HDP est semée d'embûches dans le système humanitaire actuel et nécessite un changement d'état d'esprit pour réussir. Il ne s'agit pas de dire que l'ensemble du dispositif HDP ne fonctionne pas. Notre argument va plutôt dans la direction opposée : En adoptant une perspective décoloniale qui rend les déséquilibres de pouvoir plus visibles, le nexus HDP offre une chance de découvrir et de réfléchir au positionnement politique des acteurs humanitaires internationaux dans leurs contextes d'intervention respectifs. Ce n'est que lorsque ces déséquilibres de pouvoir se reflètent dans les opérations d'aide quotidiennes qu'ils peuvent être abordés et que l'influence des acteurs locaux sur la conception des projets peut être accrue.

SOMMAIRE

Introduction	5
Méthodologie	7
Comment l'approche HDP peut-elle fonctionner à partir de la base?	8
Contexte du Nexus HDP	8
Émergence du HDP Nexus en tant qu'approche pilotée par les Nations unies et concepts clés	8
Mise en place du Nexus HDP	11
Défis pour la mise en œuvre du HDP identifiés dans l'analyse de documents institutionnels	12
Une perspective décoloniale sur les défis de la mise en œuvre du Nexus HDP	15
La nécessité de porter une attention aux déséquilibres de pouvoir	16
La nécessité d'élargir le concept de localisation	19
La construction de la paix en tant qu'une entreprise politique	22
Conclusions : Une perspective décoloniale sur la voie à suivre	25
Liste des acronymes et abréviations	28
Bibliographie	29

Équipe de projet BICC

Esther Meininghaus, Rolf Albert, Rodrigo Bolaños Suárez, Hien Giang, Boubacar Haidara, Birgit Kemmerling, Jason Krämer, Ghenwa Licho, Marie Müller-Koné, Carina Schlüsing

Nous tenons à remercier les chercheurs et les assistants de recherche au Mali, en Irak et au Sud-Soudan pour leur précieuse contribution à la phase de recherche. Les partenaires du projet à l'International Rescue Committee (IRC), Malteser International (MI) et Welthungerhilfe (WHH) pour avoir facilité la recherche dans les trois pays et pour avoir fourni des commentaires sur les résultats préliminaires de la recherche et sur les versions antérieures de ce document de discussion. Les collègues du BICC pour leur précieuse contribution et leur révision. Nous remercions tout particulièrement Elvan Isikozlu pour ses contributions éditoriales, Benjamin Etzold, Carina Schlüsing, Marc von Boemcken et Conrad Schetter pour leurs commentaires sur les versions précédentes, Heike Webb pour la révision et la mise en page, Jason Krämer pour son aide avec les graphiques et la bibliographie, ainsi que Ben Buchenau et Nele Kerndt pour les cartes et les graphiques.

Ce document de discussion a été facilité par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) dans le cadre du projet de recherche "Comment le nexus humanitaire-développement-paix peut-il réussir ? Les ONG entre l'aide humanitaire, la coopération au développement et la consolidation de la paix". Tous les points de vue exprimés dans ce document relèvent de la seule responsabilité des auteurs et ne doivent pas être attribués au BMZ ou à toute autre institution ou personne.

Image du titre Image par rawpixel.com

Introduction

Le nexus humanitaire-développement-paix (HDP) est conçu pour rendre les réponses humanitaires plus durables pour les populations dans le besoin en reliant mieux les trois domaines d'activités H, D et P et en s'attaquant aux causes profondes des conflits. La nécessité d'une approche nexus est souvent justifiée par le fait que les organisations humanitaires et de développement sont confrontées à des crises humanitaires de plus en plus complexes et prolongées (Development Initiatives, 2023, p. 12 ; Macrae, 2019). Les catastrophes, le changement climatique, les guerres et les conflits armés, les déplacements internes et internationaux, la récente pandémie de COVID-19 et les hausses internationales des prix des denrées alimentaires caractérisent ces crises et font de l'efficacité des réponses une entreprise difficile. Le nombre de crises ayant reçu une réponse internationale est passé de 16 en 2005 à 34 en 2019, et leur durée moyenne est passée de 5,4 à 9,5 ans (Böttcher & Wittkowsky, 2021 ; Macrae, 2019).¹ Les crises prolongées de déplacement massif durent en moyenne 17 ans (Inter-Agency Standing Committee (IASC), 2016). En outre, 80 % de l'aide humanitaire est dépensée dans des contextes conflictuels (Development Initiatives, 2023, p. 22 ; United Nations, 2016, p. 7). L'aide humanitaire dans les crises prolongées atteint ses limites, car les interventions et le financement doivent être maintenus pendant des années.

C'est dans ce contexte que les Nations unies ont développé le nexus HDP en tant que concept et l'ont adopté comme "nouvelle méthode de travail" lors du Sommet humanitaire mondial (SHM) en 2016 (World Humanitarian Summit, 2016). Cependant, une relecture plus attentive du rapport sur le processus de consultation de trois ans mené par les Nations unies avant le Sommet de 2016 révèle que la "nouvelle méthode de travail" n'était pas seulement une réponse à des crises multiples et prolongées, mais aussi une réponse au mécontentement populaire généralisé à l'égard du système d'aide humanitaire existant (DuBois, 2020). Le rapport du Secrétaire général de l'ONU au Sommet de 2016 indique ce qui suit :

L'architecture de l'aide internationale suscite une grande frustration. Elle est considérée comme dépassée et résistante au changement, fragmentée et peu encline à la collaboration, et trop dominée par les intérêts et le financement de quelques pays. "(...) "Les hommes, les femmes, les jeunes et les enfants en situation de crise sont frustrés, car ils ont l'impression que leur voix n'est pas entendue, que leurs capacités ne sont pas reconstruites, que leurs besoins ne sont pas satisfaits, et leurs espoirs d'un avenir pacifique et autosuffisant ne se concrétisent pas (Nations Unies, 2016, p. 42).

La consultation a touché plus de 23 000 personnes dans 153 pays. Les résultats donnent donc du poids à la critique contre une approche descendante du secteur de l'aide, qui, de l'avis de beaucoup, ne tient pas suffisamment compte des besoins et des capacités locales. En conséquence, les ONG(I), ainsi que les orientations officielles sur le nexus HDP, appellent à renforcer une approche plutôt ascendante et à donner la priorité à la localisation : Dans la mesure du possible, les structures locales étatiques et non étatiques existantes devraient être utilisées et "renforcées" (ou : leurs "capacités" "renforcées") au lieu de construire des structures parallèles (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2019). Les fonds devraient être versés le plus souvent possible aux autorités, institutions et ONG locales et nationales (OCDE, 2019 ; Staes, 2021).

Depuis 2020, en parallèle et en lien avec le débat sur le HDP, les ONG du secteur de l'aide ont été mises au défi de décoloniser l'aide (Aloudat & Khan, 2022 ; Peace Direct, 2021). Ces critiques soulignent la nécessité d'aller au-delà d'une approche ascendante et critiquent parfois carrément la localisation telle qu'elle est actuellement pratiquée par les agences d'aide internationale (Mathews, 2022 ; Shuayb, 2022). La perspective décoloniale vise plutôt à remédier aux déséquilibres de pouvoir inhérents au système d'aide internationale, qui découlent du passé colonial, qui enracinent le racisme structurel et qui tendent à favoriser les acteurs internationaux au détriment des acteurs locaux, qu'il s'agisse d'organisations d'aide ou de bénéficiaires.

1 \ En 2022, les trois quarts des personnes ayant besoin d'une aide humanitaire ont connu au moins deux dimensions de crise-conflit, crise environnementale ou crise socio-économique. Plus de 80 % des personnes recevant une aide vivaient une crise prolongée de cinq ans ou plus (Development Initiatives, 2023, p. 12).

2 \ Toutes les citations sont des traductions personnelles de l'original.

Cette critique fondamentale de l'aide humanitaire et de l'aide au développement dans leur forme actuelle a émergé du mouvement Black Lives Matter (BLM) en 2020.³ Le débat a été repris dans le secteur de l'aide, où les organisations de paix (Schirch, 2022), humanitaires (Aloudat, 2020 ; Aloudat & Khan, 2022) et de développement (Dombrowski, 2022 ; Duvisac, 2022) ont débattu de la nécessité d'une réforme décoloniale. Peace Direct et Alliance for Peacebuilding and Women of Color Advancing Peace (Adeso) ont organisé une consultation en ligne en novembre 2020 avec plus de 150 personnes des secteurs du développement, de l'aide humanitaire et de la construction de la paix sur la manière de « décoloniser l'aide » (Peace Direct, 2021a). Parallèlement, l'appel à la réforme décoloniale a été adopté par certaines organisations humanitaires et de développement, telles que Médecins sans frontières (MSF) (Aloudat, 2020).

Nous soutenons que les déséquilibres de pouvoir abordés par le mouvement décolonial constituent un défi particulier pour le nexus HDP, car l'approche HDP intervient dans les conflits locaux et leur dynamique de pouvoir inhérente en incluant des activités de paix. La question directrice de ce document est la suivante : **Comment l'approche HDP peut-elle fonctionner à partir de la base ?** Pour répondre à cette question, nous examinons dans quelle mesure le nexus HDP a été mis en œuvre jusqu'à présent en tant qu'approche ascendante et quelles sont les nouvelles voies qu'elle offre une perspective décoloniale.

Ce document est destiné aux lecteurs qui s'intéressent à l'approche HDP nexus et/ou qui travaillent avec elle. Il combine des idées issues d'une analyse exhaustive de la littérature grise sur l'approche HDP et d'une recherche empirique qualitative menée en Irak, au Mali et au Sud-Soudan en 2022 et 2023. Ces trois pays présentent des environnements conflictuels très complexes et l'approche HDP est confrontée à des défis différents: En Irak, la guerre a officiellement pris fin, mais les activités de paix sont particulièrement difficiles à mettre en œuvre en raison de visions concurrentes du contrôle territorial et de la paix aux niveaux local et national. Au Mali, la résistance populaire "anticoloniale" à la présence de l'armée française et de la MINUSMA — deux des premières structures à mettre en œuvre le nexus HDP — a rendu particulièrement sensible le renforcement de la coopération entre les acteurs du H, D et P. Au Sud-Soudan, l'Accord revitalisé de 2018 sur la résolution des conflits a fait progresser l'agenda du HDP, mais si la plupart des parties prenantes voient un potentiel dans la mise en œuvre d'activités le long du nexus, les conflits localisés en cours, les financements cloisonnés et les réserves à l'égard des ONG locales et nationales posent des défis à l'égard d'une approche ascendante. Bien que ce document de discussion s'appuie sur les résultats de nos recherches à titre d'exemple, il est accompagné de trois documents distincts sur le HDP afin de fournir une analyse approfondie pour chaque pays (voir ci-dessous).

Nous concluons qu'une approche ascendante du nexus HDP est semée d'embûches dans le système humanitaire actuel et nécessite un changement d'état d'esprit pour réussir. Il ne s'agit pas de dire que l'ensemble du dispositif HDP ne fonctionne pas. Notre argument va plutôt dans la direction opposée : en adoptant une perspective décoloniale qui rend les déséquilibres de pouvoir plus visibles, le nexus HDP offre une chance de découvrir et de réfléchir au positionnement politique des acteurs humanitaires internationaux dans leurs contextes d'intervention respectifs. Ce n'est que lorsque ces déséquilibres de pouvoir se reflètent dans les opérations d'aide quotidiennes qu'ils peuvent être abordés et que l'influence des acteurs locaux sur la conception des projets peut être accrue.

Cas par pays

Des détails sur les cas nationaux peuvent être trouvés dans les pays « Spotlights » Les Spotlights soulignent : 1) quand et dans quelles conditions le nexus HDP a été introduit dans chaque pays, 2) la mesure dans laquelle le nexus HDP est reflété dans les principaux cadres envisagés au niveau national, tels que le Cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (UNSDCF), l'Analyse commune de pays (CCA) et la réponse humanitaire associée, ainsi que les plans de développement nationaux et 3) comment les agences des Nations Unies et les ONG(I) ont mis en œuvre le nexus HDP dans ces pays.

3 \ BLM a atteint un pic de protestations après l'assassinat par la police de George Floyd à Minneapolis le 25 mai 2020. Il dénonce le racisme et les brutalités policières à l'encontre des Noirs et s'efforce d'y remédier, en recherchant l'égalité de traitement et en plaidant pour la justice.

Methodologie

Ce *document de discussion* est structuré comme suit : Tout d'abord, nous présentons les résultats de l'application du nexus HDP à ce jour, y compris certains des enseignements tirés de l'examen de la littérature générale et de la recherche empirique sur les études de cas (Contexte du nexus HDP). À partir de là, nous analysons les obstacles à la mise en œuvre du Nexus HDP dans une perspective décoloniale, en accordant une attention particulière aux concepts de localisation et de paix (Une perspective décoloniale sur les défis de la mise en œuvre du Nexus HDP). Dans la conclusion, nous soulignons les principales pistes de changement qu'une perspective décoloniale pourrait offrir pour faire avancer le nexus HDP et améliorer la situation des personnes dans de multiples contextes de crise

Ce *document de discussion* est basé sur une analyse documentaire approfondie et sur des entretiens semi-structurés avec le personnel d'ONG locales et internationales au Mali, en Irak et au Soudan du Sud en 2022 et 2023. Nous avons mené ces entretiens dans le cadre du projet de recherche BICC "Comment le nexus HDP peut-il réussir ? Les ONG entre l'aide humanitaire, l'aide au développement et la consolidation de la paix" (2021-2024), financé par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). Dans le cadre de ce projet, nous travaillons avec l'International Rescue Committee (IRC), Malteser International (MI) et Welthungerhilfe (WHH), trois ONGI dont le personnel partage avec nous, chercheurs, ses idées sur la conception et la mise en œuvre du nexus HDP.

Cependant, l'équipe de recherche reste indépendante. Pour garantir la sécurité des personnes locales interrogées et du personnel des ONGI et des ONG locales coopérantes, toutes les données des entretiens sont anonymisées et les données primaires ne sont pas communiquées aux partenaires, aux bailleurs de fonds ou à d'autres personnes extérieures à l'équipe de recherche.

IRC, MI et WHH nous facilitent l'accès aux communautés locales au Mali, en Irak et au Sud-Soudan pour les besoins de la recherche. Au sein de ces communautés locales, nous analysons les conceptions des acteurs locaux en matière de "conflit", de "résolution de conflit", de "réconciliation" ou de "paix" afin de comprendre comment ces concepts sont actuellement pris en considération ou abordés par les organisations internationales qui tentent de mettre en œuvre une approche HDP nexus. De cette manière, notre projet cherche à comprendre comment l'approche HDP peut (ou ne peut pas) être mise en œuvre et ce qui constitue une mise en œuvre "réussie" du HDP selon les expériences et les perspectives des communautés locales.

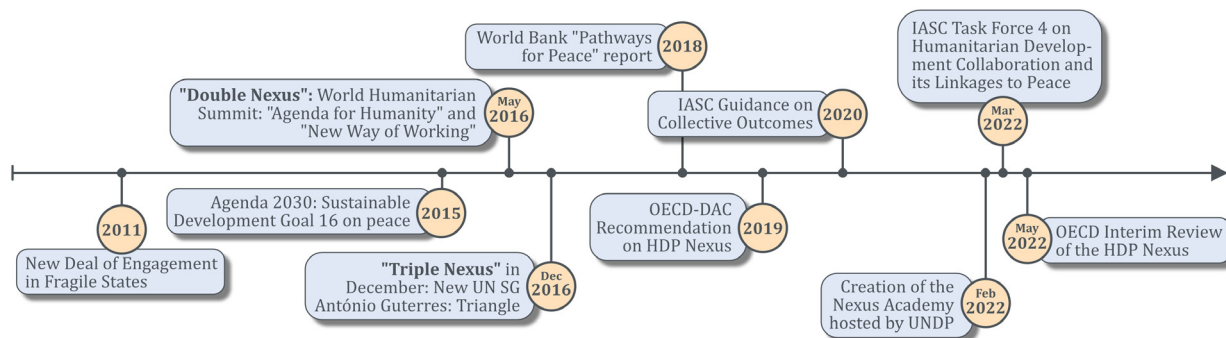
Nous nous concentrons sur le Mali, l'Irak et le Sud-Soudan parce que les communautés locales de ces trois pays ont souffert et font encore face à des crises complexes et prolongées (plus de cinq ans). Parallèlement, IRC, MI et WHH ont déjà commencé à mettre en œuvre l'approche HDP dans ces trois pays. Au moment de la rédaction de ce rapport, l'équipe de projet du BICC a mené une soixantaine d'entretiens avec le personnel des ONG dans trois localités par pays. Nous avons également mené environ 120 entretiens avec des résidents de différentes couches sociales, groupes d'âge, groupes ethniques et linguistiques, croyances religieuses, en mettant l'accent sur le genre.

Comment l'approche HDP peut-elle fonctionner selon une approche ascendante ?

Contexte du nexus HDP

Lors du Sommet humanitaire mondial 2016 (SHM) à Istanbul, les plus grands donateurs humanitaires et les ONG ont adopté le "Grand Bargain". Cela, dans le but de : contribuer à la localisation et à la paix, d'accroître l'efficacité de l'aide à travers la « Nouvelle méthode de travail » [New way of working (NWW)], qui vise à des réformes internes pour mettre en œuvre l'approche HDP au sein du système des Nations unies. « L'Agenda pour l'humanité » préparé par le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon pour le SHM 2016 a établi le "Double Nexus" afin de combler le fossé entre l'aide humanitaire et le développement. Cette section présente une vue d'ensemble de l'évolution du concept de nexus HDP, ainsi que les principales forces et faiblesses qui ont jusqu'à présent été identifiées dans le cadre de sa mise en œuvre en tant qu'approche ascendante.

Figure 1: Chronologie du nexus HDP



©BICC, 2024; Conception: Ben Buchenau

L'émergence du nexus HDP en tant qu'approche pilotée par les Nations unies et concepts clés

Le "double nexus" s'est appuyé sur les discussions des décennies précédentes concernant le **lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD)** ou l'aide humanitaire durable. Ces discussions ont d'abord porté sur la manière d'améliorer l'enchaînement de l'aide humanitaire et de l'aide au développement dans un *continuum*, c'est-à-dire de faciliter la transition entre les deux, puis sur la manière de coordonner les interventions simultanées des deux dans un *contiguum*, un néologisme pour exprimer l'idée de simultanéité. La « Nouvelle méthode de travail » adoptée lors du SHM 2016 est allée plus loin en introduisant l'objectif d'élaborer des « résultats collectifs » susceptibles de guider les opérations des organisations humanitaires et de développement. Toutes les opérations étaient désormais orientées vers l'amélioration du sort des personnes en situation de crise, dans le contexte de l'Agenda 2030/Objectifs de développement durable (ODD). En décembre 2016, dans son discours inaugural, le Secrétaire général de l'ONU António Guterres a établi le « **Triple Nexus** » pour souligner l'importance d'inclure la consolidation de la paix dans un triangle de travail humanitaire, de développement et de paix. Le nexus HDP est étroitement lié aux discussions antérieures sur « **l'ensemble du gouvernement** » [**whole-of-government**], les approches intégrées, la sécurité humaine et la stabilisation (Böttcher & Wittkowsky, 2021). L'approche du nexus HDP implique que les acteurs des trois secteurs travaillent ensemble sur la base de leurs avantages comparatifs (par exemple, réponse d'urgence rapide et à court terme versus construction d'infrastructures à long terme), et orientent leurs activités vers des **résultats collectifs par le biais de la coordination**. Selon les lignes directrices de l'OCDE pour 2019, les agences d'aide devraient formuler des objectifs communs qui impliquent davantage d'échanges, de compréhension et d'apprentissage mutuels, et en fin de compte un changement culturel pour toutes les parties concernées afin d'éliminer les pratiques et les modes de pensée cloisonnés. Dans une situation de crise, les activités de développement et de consolidation de la paix devraient ainsi commencer le plus tôt possible.

Documents clés sur le nexus HDP

Orientations générales et examens :

- \ [OECD-DAC \(2019\): Recommendations on the HDP Nexus](#)
- \ [Inter-Agency Standing Committee \(2021\): Mapping Good Practice of HDP Nexus implementation](#)
- \ [OECD \(2022\): The HDP Nexus Interim Progress Review](#)

Sur la paix :

- \ ASC (2022): [Mapping and analysis of tools and guidance on the H-P linkages in the HDP-nexus](#)
- \ UNSDG (2022): [Good practice note: Conflict Sensitivity, Peacebuilding and Sustaining Peace:](#)

Cadres nationaux (au niveau des Nations unies) :

- \ [United Nations Sustainable Development Cooperation Framework \(UNSDCF\)](#)
- \ [Common Country Analysis \(CCA\)](#)

Cela nécessite une **flexibilité financière et organisationnelle** et des allocations de fonds pluriannuelles. Selon les lignes directrices, les acteurs doivent planifier et travailler en **fonction du contexte** et respecter les **principes humanitaires** de neutralité, d'indépendance et d'impartialité (Böttcher & Wittkowsky, 2021 ; OCDE, 2019).

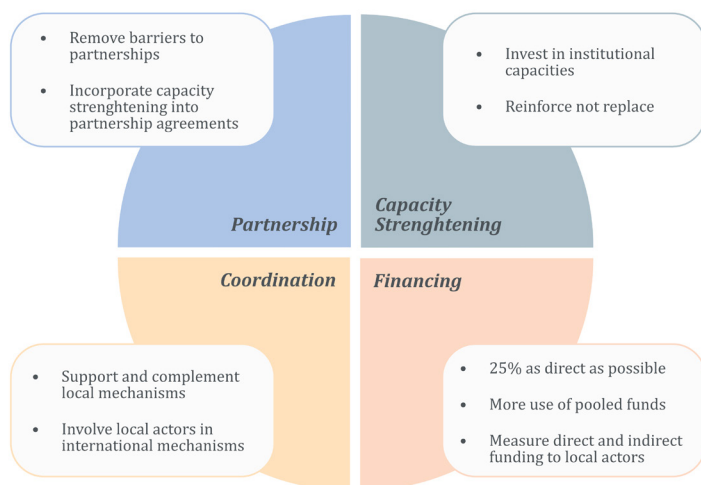
L'un des principes clés du nexus HDP est que les agences d'aide adopteront une approche ascendante qui donne la priorité aux perspectives locales et s'appuie sur une coopération plus étroite avec les partenaires locaux en renforçant les liens entre les activités humanitaires, de développement et de paix. Le débat mondial sur la localisation dans le contexte du Nexus HDP souligne que davantage de financements devraient être acheminés par l'intermédiaire des partenaires locaux de mise en œuvre, qui sont censés être impliqués "dans les structures de coordination humanitaire" (International Council of Voluntary Agencies (ICVA), 2018, p. 2 ; Mathews, 2022). Le "Grand Bargain" de 2016 a engagé les donateurs et les organisations d'aide à fournir 25 % du financement humanitaire mondial aux acteurs locaux et nationaux à l'horizon 2020, ainsi qu'à augmenter les fonds non affectés et le financement pluriannuel afin de garantir une plus grande prévisibilité et une meilleure continuité de la réponse humanitaire (Barakat & Milton, 2020, p. 149). Le Comité permanent inter-organisations des Nations unies (IASC), qui coordonne les affaires humanitaires et les engagements du Grand Bargain, a défini les acteurs locaux comme des acteurs étatiques ou non étatiques engagés dans des activités de secours, ayant leur siège et opérant dans leur propre pays bénéficiaire de l'aide et n'étant pas affiliés à une organisation internationale (IASC, 2018). Toutefois, la définition finalement adoptée comprend une clause qui permet aux bureaux nationaux des ONGI d'être considérés comme "locaux", ce qui réduit l'engagement de financement de 25 pour cent (Peace Direct, 2021, p. 14). 25 per cent funding commitment (Peace Direct, 2021, p. 14).

Résultats collectifs et conditions opérationnelles préalables pour le nexus HDP

Les **résultats collectifs** spécifiques à un pays sont des résultats convenus d'un commun accord entre les organisations d'aide, à atteindre sur une période de trois à cinq ans (horizons temporels similaires à ceux des politiques de stabilisation), afin de "répondre aux besoins non satisfaits, aux risques et aux vulnérabilités des populations et de les réduire, en augmentant leur résilience et en s'attaquant aux causes profondes des conflits" (OCDE, 2019, p. 7).

Les documents d'orientation officiels mentionnent les conditions opérationnelles préalables à l'adoption d'une approche fondée sur le nexus HDP:

- \ Échange régulier, données partagées, **analyses conjointes, planification coordonnée** dans le cadre du nexus ;
- \ Placer les **personnes au centre des préoccupations**, en veillant à ce que les activités **ne soient pas préjudiciables** et qu'elles **tiennent compte** des conflits et de **l'égalité entre les hommes et les femmes** ;
- \ Instruments financiers adaptés ;
- \ **Flexibilité** suffisante pour répondre aux contextes de crise ;
- \ **Apprentissage** : Suivi et évaluation..

Figure 2: La localisation dans l'agenda HDP

Source: Adapté de ICVA, 2018, p. 2; Conception: Ben Buchenau \ BICC.

L'objectif commun est de restaurer la sécurité, la dignité et l'intégrité, protéger les droits des personnes touchées par une crise, et réduire les besoins, les risques et la vulnérabilité à court, moyen et long terme, tout en évitant les conséquences négatives sur la dynamique des conflits, en reconnaissant que ces actions peuvent également avoir un impact positif indirect plus important, y compris sur la paix (2020, p. 4).

Pour atteindre cet objectif, l'IASC souligne que les activités de paix doivent se concentrer sur la transformation des relations au sein des communautés et entre les individus et l'État, en relations de confiance et de cohésion sociale. Cela inclut des initiatives locales et communautaires qui encouragent la collaboration pacifique, la gestion et la résolution des conflits, mais qui accroissent aussi la responsabilité de l'État (par exemple, en ce qui concerne l'égalité d'accès aux ressources, ou l'inclusivité dans le gouvernement) ("**petit p**"). Ces mesures peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être complétées par des mesures plus importantes à l'échelle du pays, telles que le dialogue politique, les opérations de maintien de la paix des Nations unies et les missions politiques spéciales ("**grand P**") (IASC, 2020, pp. 7-8, 2022, p. 7).

La question de savoir si le "grand P" devrait également inclure des mesures de stabilisation et des moyens militaires, comme dans l'approche de l'UE, est controversée. Alors que de nombreuses organisations humanitaires ont tendance à se concentrer sur le "petit P" tel qu'indiqué par l'IASC, d'autres acteurs étatiques et supra-étatiques, tels que l'Allemagne, l'Union européenne, et des organisations internationales, telles que l'OCDE, couvrent l'ensemble du spectre de la consolidation de la paix, y compris les mesures de stabilisation de "pure sécurité" (civiles et militaires) (Angelini & Brown, 2023 ; Böttcher & Wittkowsky, 2021, p. 24 ; Council of the European Union, 2022, p. 4). Les plateformes de la société civile européenne VOICE et EPLO ont mis en garde contre « l'instrumentalisation de l'aide humanitaire à des fins politiques » (Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies (VOICE, 2019). Ils ont souligné qu'il existe « des visions concurrentes de ce que devrait être la composante paix » et qu'il est « important de s'assurer qu'elle est liée à la consolidation de la paix et qu'elle n'est pas synonyme d'instruments militaires et d'utilisation de la force militaire, comme certains acteurs s'en inquiètent à juste titre » (cité dans Redvers & Parker, 2020).

De nombreuses ONG humanitaires ont critiqué les tentatives antérieures visant à rendre l'aide humanitaire plus durable ou plus directement concernée par la promotion de la paix, telles que le LRRD et les approches pan-gouvernementales (Böttcher & Wittkowsky, 2021). Outre les commentaires critiques sur les efforts en faveur du Nexus des organisations (inter)gouvernementales (Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies, 2019), diverses ONG tentent déjà de développer leur propre approche de nexus HDP (ActionAid UK, 2022; CARITAS International, 2022 ; de Wolf & Wilkinson, 2019 ; Kittaneh & Stolk, 2018 ; Oxfam, 2019 ; World Vision, 2020).

Les Nations unies ont été, et continuent d'être, le point de départ et la principale force motrice de l'approche nexus HDP. Depuis, l'IASC a publié des lignes directrices à l'intention des praticiens sur la manière de créer des résultats collectifs spécifiques à chaque pays et d'y inclure la paix. Les activités de **paix** au sein du nexus HDP sont les moins conceptualisées (Angelini & Brown, 2023). L'IASC a donc cherché à clarifier la composante "paix" du nexus HDP en introduisant une distinction entre les activités « petit P » et « grand P ». Comme cadre de conceptualisation de la composante "paix" du nexus HDP, l'IASC affirme que pour les trois composantes H, D et P,

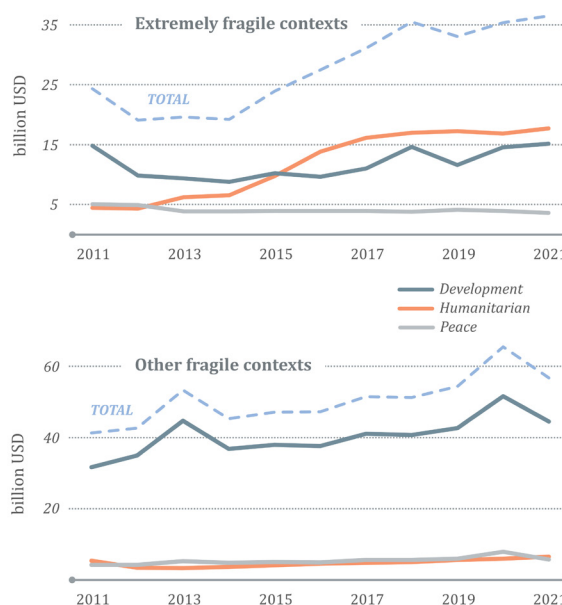
Mise en place du nexus HDP

En 2019, le Comité d'aide au développement de l'OCDE (**OCDE-DAC**) a adopté des recommandations sur le financement du Nexus HDP, qui ont été signées par sept entités des Nations unies (PNUD, ONU-Habitat, PAM, OIM, UNFPA, UNICEF, HCR) et le Secrétariat de l'ONU avant la fin de l'année 2021. Pour fixer des résultats collectifs par pays, les **organisations de l'ONU** ont été invitées depuis 2016 à mettre en œuvre : le Cadre de coopération pour le développement durable des Nations unies (UNSDCF), l'analyse commune par pays, ainsi que le Cadre stratégique et opérationnel inter-institutions pour les solutions durables. Ils sont censés être alignés sur le Plan de réponse humanitaire (HRP) et les stratégies nationales de développement des pays concernés.

La **Banque mondiale** a utilisé son Fonds pour la consolidation de l'État et de la paix pour financer des projets qui mettent en œuvre l'approche HDP, et s'est associée à des institutions de l'ONU pour financer le soutien dans les situations de crise⁴ (Center on International Cooperation (CIC), 2019). En Allemagne, le ministère allemand du Développement (BMZ) et le ministère fédéral des Affaires étrangères ont décidé de relier leur structure de financement cloisonnée (coopération au développement avec le BMZ, aide humanitaire avec le ministère des Affaires étrangères) en instituant une approche nexus-chapeau pour les ONG en 2019. Les ONG peuvent désormais postuler avec deux projets complémentaires pour l'aide humanitaire avec le ministère des Affaires étrangères, et l'assistance transitoire (*Übergangshilfe*) avec le BMZ et formuler des objectifs communs. Le gouvernement allemand a d'abord encouragé l'approche chapeau pour lier les activités humanitaires et de développement, mais il l'a de plus en plus utilisée pour promouvoir le Nexus HDP et intégrer la consolidation de la paix.

En **termes financiers**, alors que l'aide au développement des pays de l'OCDE en faveur des contextes fragiles a considérablement augmenté au cours des quinze dernières années - (61,9 milliards de dollars⁵, soit 60 % de l'aide publique au développement (APD) totale en 2020 (OCDE, 2022b) - l'aide humanitaire n'a augmenté de manière substantielle que dans les contextes extrêmement fragiles. Dans les contextes fragiles, 63 % de l'APD bilatérale brute des membres de l'OCDE ont été consacrés au pilier développement du Nexus HDP, 25 % à des objectifs humanitaires, et 12 % à des objectifs de paix. Il est particulièrement préoccupant de constater qu'entre 2010 et 2020, l'aide des membres de l'OCDE aux objectifs de paix dans les contextes fragiles a diminué de 19 pour cent (OCDE, 2022b). Ces statistiques de l'OCDE semblent montrer les limites des efforts visant à étendre les activités de développement et de consolidation civile de la paix dans des contextes extrêmement fragiles, en supposant qu'elles reflètent le fait que la situation en matière de sécurité, et la présence d'un grand nombre d'acteurs armés

Figure 3: Flux financiers de l'APD vers les pays fragiles et touchés par un conflit



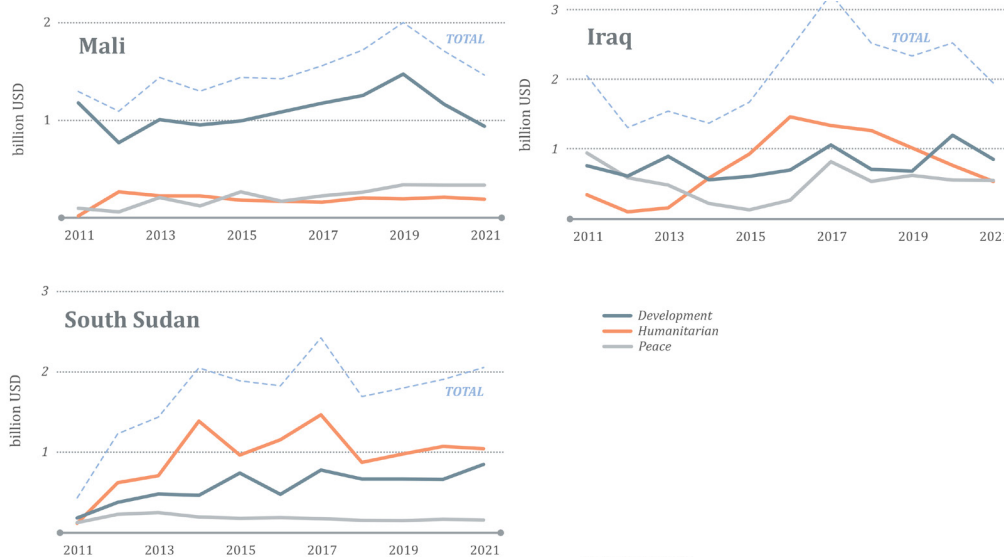
Note: L'expression "contextes extrêmement fragiles" fait référence au cadre de fragilité multidimensionnel de l'OCDE, qui évalue la fragilité à l'aide de six dimensions comportant chacune huit à dix indicateurs. Au total, 57 indicateurs sont utilisés pour calculer un score global de fragilité. Si ce score est inférieur à -2,85, alors le contexte est classé comme "extrêmement fragile". Les "autres contextes fragiles" comprennent tous les contextes fragiles à l'exception de ceux classés comme "extrêmement fragiles".

©BICC, 2024 ; Conception : Jason Krämer, Ben Buchenau, BICC. Adapté de OECD States of Fragility, 2022, Figure 2.1. Sources des données : OCDE, 2022b.

4 \ Au Yémen, par exemple, la Banque mondiale a acheminé plus d'un milliard de dollars de fonds d'urgence par l'intermédiaire de diverses agences des Nations unies entre 2014 et 2017 lors de cycles critiques de négociations de paix et en réponse à la crise humanitaire.

5 \ L'aide des pays de l'OCDE représente les deux tiers de toute l'aide enregistrée : le volume de l'aide de tous les donateurs aux contextes fragiles s'élevait en 2020 à 91,4 milliards de dollars américains.

Figure 4 : Flux financiers de l'APD vers le Sud-Soudan, le Mali et l'Irak



Note : Les trois catégories "humanitaire", "paix" et "développement" ont été dérivées de la sélection "Secteur" de la base de données du CRS. La catégorie "humanitaire" comprend le secteur "700" : VIII. Aide humanitaire. La catégorie "paix" comprend le secteur "150 : Gouvernement et société civile". La catégorie "développement" comprend tous les secteurs à l'exception de ceux inclus dans les deux catégories "humanitaire" et "paix" et les secteurs "910 : Coûts administratifs des donateurs", "930 : Réfugiés dans les pays donateurs" et "Non alloué/non spécifié". Les flux financiers comprennent les dons bilatéraux des pays membres et non membres de l'OCDE ainsi que les lignes de financement multilatérales. © BICC, 2024 ; Conception : Jason Krämer, Ben Buchenau, BICC. Source des données : OCDE, 2022b.

concurrents ne permettent pas de mener des activités de développement et de consolidation de la paix (voir figure 3). Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour clarifier si c'est effectivement le cas pour les pays qui ont connu une augmentation du financement humanitaire par rapport au financement du développement et de la consolidation de la paix.

Les faibles niveaux de financement des activités civiles de paix s'appliquent à différents contextes, comme le montrent les flux d'aide au Mali, en Irak et au Sud-Soudan ; les contextes étudiés ici (voir figure 4). Dans les contextes extrêmement fragiles, tels que le Sud-Soudan et l'Irak, on s'attendrait à ce que le financement des activités de consolidation de la paix soit inférieur à celui des activités humanitaires, et c'est le cas. Au Mali, qui est classé par l'OCDE comme "fragile" (pas extrêmement), le financement de la paix n'est pas significativement inférieur au financement humanitaire, et le financement du développement est beaucoup plus élevé que le financement humanitaire, comme on pourrait s'y attendre dans ce contexte.

Défis liés à la mise en œuvre du PDH identifiés par les examens institutionnels

Les examens du CIC (2019), de l'IASC (2021) et de l'OCDE (2022a) sur la mise en œuvre du nexus HDP montrent que **des progrès** ont été réalisés en matière d'**analyses et de planification conjointes** au niveau national (voir tableau 1), avec le renforcement des coordinateurs résidents des Nations unies et, dans certains cas, des mesures en faveur d'une action programmatique avec des objectifs communs, tels que l'établissement d'un lien entre l'aide humanitaire et la gouvernance locale en Somalie. Les Nations unies ont renforcé le rôle des coordonnateurs résidents en tant que coordonnateurs du HDP dans le pays, sous la

Architecture de coordination du HDP au niveau des Nations unies

DCO: Development Coordinator Office → basé à New York

RCO: Resident Coordinator Office → basé dans chaque pays, cinq personnes par pays

+ postes supplémentaires provenant d'autres donateurs

Source: <https://un-dco.org/>

Figure 5: Résultats collectifs dans les pays pilotes du NWW, le Mali et le Sud-Soudan de partir de 2023

Completed	In progress or planned	No collective outcomes
33%	33%	33%
Burkina Faso Cameroon DR Congo Somalia South Sudan Mali	Burundi Central African Rep. Haiti Libya oPt Ukraine	Afghanistan Colombia Iraq Jordan Lebanon Sudan

©BICC, 2024; Layout: Ben Buchenau; Data sources: IASC, 2021, p. 3; own research for Mali and South Sudan.

supervision du bureau du coordonnateur du développement nouvellement créé à New York. Toutefois, de nombreux résultats collectifs sont considérés comme "trop génériques" et ne contribuent guère au "renforcement des capacités nationales pour obtenir des résultats durables à moyen terme" (CIC, 2019, p. ix).

Les principaux obstacles à l'obtention de résultats collectifs identifiés dans les examens sont les **cloisonnements institutionnels** au sein des gouvernements donateurs bilatéraux (tels que l'aide humanitaire au sein du ministère allemand des Affaires étrangères et la coopération au développement au sein du BMZ) et la **séparation géogra-**

phique du financement de l'aide humanitaire et du développement dans les pays touchés (CIC, 2019)

Malgré des adaptations (l'aide humanitaire étant programmée sur plusieurs années et l'aide au développement travaillant de manière plus indépendante des États), le **défi structurel** reste que l'aide humanitaire et l'aide au développement sont financées et fournies par des institutions parallèles et des systèmes de coordination et de planification différents (Macrae, 2019).

La coordination se fait trop souvent en vase clos, avec des mécanismes de coordination plus forts du côté humanitaire que du côté du développement. Il convient de noter que si la coordination entre les organisations peut être difficile, la coordination au sein des organisations/agences (par exemple au sein des institutions de l'UE) peut être tout aussi complexe.

Dans l'ensemble, la coordination du triple Nexus entre les secteurs reste un défi. Alors que le tableau 1 montre l'existence de partenariats dans la coordination du HDP, la figure 5 montre que, parmi les pays énumérés, dans un tiers des cas, les gouvernements nationaux, les agences des Nations unies et les ONGI ne se sont pas encore mis d'accord sur des résultats collectifs. En revanche, dans un autre tiers des cas, des résultats collectifs sont prévus ou en cours de réalisation, tandis que dans les 33 % restants, ils ont été obtenus. Toutefois, on dispose actuellement de peu d'informations sur la manière dont ces résultats collectifs sont effectivement négociés.

Tableau 1: Pays pilotes HDP et programmes*

Country	Nouvelle Méthode de Travail**	Union Européenne	Aide transitoire au développement (BMZ)***	BMZ Nexus et partenariats pour la paix****
Afghanistan	2020	2020	-	2020
Burkina Faso	2017	2017	-	-
Burundi	2021	-	-	-
Cameroun	2019	-	-	-
République centrafricaine	2020	2020	-	-
Tchad	2017	2020	2018	2020
Colombie	2020	-	-	-

Pays	Nouvelle Méthode de Travail**	Union Européenne	Aide transitoire au dé- veloppement (BMZ)***	BMZ nexus et partenariats pour la paix****
RD Congo	2019	-	2018	2020
Éthiopie	2018	-	-	-
Haiti	2021	2015	-	-
L' Irak	2021	2021	2018	2020
Jordanie	2016	-	-	-
Liban	2017	2017	2018	-
Libye	2019	-	-	2020
Mali	-	-	2018	-
Mauritanie	2018	-	-	-
Mozambique	-	pas commencé	-	-
Myanmar	2020	2020	2018	-
Nigéria	2018	2017	2018	-
Territoires palestiniens occupés	2016	-	2018	-
Philippines	-	pas commencé	-	-
Somalia	2020	-	2018	2020
Sud Soudan	-	-	2018	2020
Soudan	2019	2019	2018	2020
Syrie	-	-	2018	2020
Ouganda	-	2018	-	-
Ukraine	2017	-	-	-
Yémen	2016	2016	-	2020

Sources: BMZ, 2020, 2023; OECD, 2022a.

Notes: * Le Sud-Soudan, la Syrie et le Mali ne sont pas des pays pilotes sur l'agenda international, alors qu'ils sont des pays cibles du BMZ; ** OECD, 2022a: https://www.oecd-ilibrary.org/sites/zf-620ca5-en/1/3/1/index.html?itemId=/content/publication/zf620ca5-en&csp_bbe432f9f3ae5d9779363490e6c9a85c&item1GO=oecd&itemContentType=book; *** Les années représentent la date de début des partenariats stratégiques avec les pays cibles dans le cadre de la dernière stratégie du BMZ pour l'aide au développement transitoire; **** Les années représentent la date de début des partenariats nexus (<https://www.bmz.de/de/service/lexikon/nexus-und-friedenspartner-59952>).

Financement

Le système des Nations unies et les donateurs bilatéraux ont commencé à **adapter leurs processus** et instruments financiers pour soutenir les approches nexus, « bien que ceux-ci soient parfois relativement cloisonnés » et que « les stratégies de financement envisagées par la Recommandation de l'OCDE-DAC fassent encore largement défaut » (OCDE, 2022a). Bien que le financement humanitaire pluriannuel soit de plus en plus courant, la limite demeure que le pluriannuel signifie parfois simplement plusieurs budgets annuels sans aucune flexibilité entre les années fiscales (Alcayna, 2019, p. 33 ; CIC, 2019).

Localisation

Il n'y a guère eu de progrès dans le domaine de la **localisation** : Seul 1,2 % de l'aide humanitaire fournie en 2022 est allé directement aux acteurs nationaux ou locaux (Development Initiatives, 2023, p. 22). Alors que la

majorité de l'aide humanitaire dans les contextes fragiles – environ 80 pour cent – est acheminée par le biais du système multilatéral, la majorité de l'aide au développement dans ces contextes – de l'ordre de 77 pour cent – repose sur des mécanismes bilatéraux (OCDE, 2019). Cela signifie qu'une part importante (13,8 milliards de dollars américains sur les 61,9 milliards d'APD totale destinée aux contextes fragiles en 2020) est acheminée par l'intermédiaire des gouvernements nationaux (1 % par l'intermédiaire des gouvernements infranationaux et environ 5 % à des ONG locales). Dans les contextes extrêmement fragiles, cependant, une telle APD localisée n'est généralement pas le cas (OCDE, 2022b). ODA is usually not the case (OECD, 2022b).

L'OCDE reconnaît qu'il est grand temps d'impliquer davantage d'acteurs au-delà des Nations unies et de l'OCDE dans le Nexus HDP (OCDE, 2022a). La question que les Nations unies et l'OCDE doivent se poser est de savoir comment travailler avec différentes organisations internationales et locales en dépit de tous les défis que cela implique. Les défis liés à l'élaboration de résultats collectifs, à la mise en place de mécanismes de financement flexibles, à la promotion de la localisation et à l'intégration des activités de paix illustrent les problèmes pratiques liés au concept de lien entre le développement humain et la paix.

Cependant, dans la section suivante, nous soutenons que l'écart entre le concept théorique et sa mise en œuvre dans la pratique met également en évidence un problème plus fondamental du système humanitaire : il est toujours caractérisé par des continuités coloniales qui ont conduit à des déséquilibres de pouvoir dans la fourniture de l'aide humanitaire, des interventions de développement et des activités de paix.

Une perspective décoloniale sur les défis de la mise en œuvre du nexus HDP

La discussion sur l'établissement d'un lien entre l'aide humanitaire et les activités de développement et la consolidation de la paix a relancé le débat sur le positionnement politique des acteurs humanitaires et des organisations de développement. Nous soutenons que la question de savoir comment l'intégration de la 'paix' peut contribuer à une réponse humanitaire et à une intervention de développement plus durables ne peut être résolue qu'en réfléchissant aux déséquilibres de pouvoir qui existent dans le système et en les exposant. Dans cette section, nous nous appuyerons sur les exemples de l'Irak, du Mali et du Sud-Soudan pour mettre en évidence les défis de la mise en œuvre du nexus HDP dans une perspective décoloniale. Après avoir introduit les principaux principes de la critique décoloniale, nous analyserons dans les sections suivantes comment les différents défis de mise en œuvre mentionnés ci-dessus s'y rapportent. Sur cette base, nous explorerons en profondeur la manière dont cette critique exige de repenser les concepts de localisation et de paix dans le débat sur le HDP.

La critique décoloniale a montré comment les structures, pratiques, valeurs et attitudes socio-économiques et politiques du secteur de l'aide, issues du passé colonial, persistent encore aujourd'hui. C'est ce que l'on appelle la colonialité⁶ de l'aide, qui est considérée comme le reflet d'une prétendue supériorité des pays du Nord sur ceux du Sud, même au sein du secteur de l'aide (cf. Buckley-Zistel & Koloma Beck, 2022 ; Duvisac, 2022; Quijano & Ennis, 2000). En bref, le système d'aide internationale est considéré comme le reflet d'une inégalité stupéfiante dans laquelle les intérêts et les priorités du « Nord global » dominent ceux du « Sud global » (Aloudat & Khan, 2022 ; International Institute of Social Studies (ISS) et al., 2022).

Les mouvements de "décolonisation de l'aide" critiquent donc un racisme structurel du système d'aide qui s'exprime par une utilisation particulière du langage. Des termes devenus essentiels à une réponse durable, tels que "renforcement des capacités", reflètent des inégalités structurelles, les organisations internationales définissant qui manque de quel type de capacité. En conséquence, le renforcement des capacités est un terme utilisé pour le personnel local, les ONG et les communautés dans les pays du Sud, tandis que les organisations du Nord sont généralement les détenteurs des capacités et les prestataires de services de renforcement des capacités.

De même, le fait de qualifier le personnel international « d'experts de terrain » perpétue l'image des

6 \ La théorie décoloniale établit une distinction entre la colonialité et le colonialisme. Elle affirme que les relations coloniales continuent de façonner et de fonder nos systèmes politiques, économiques, sociaux et de connaissances actuels ; c'est ce que l'on appelle la "colonialité" (Duvisac, 2022, p.2).

communautés locales du Sud comme étant dépourvues de compétences et "non civilisées", au lieu de reconnaître l'expertise professionnelle et de mettre en œuvre la collaboration et la solidarité. Ce langage reflète une mentalité de "regard blanc", enracinée dans le colonialisme, qui considère "les praticiens occidentaux blancs non seulement comme des experts, mais aussi comme des acteurs neutres dans tous les contextes", alors que les praticiens locaux sont perçus comme n'étant pas neutres et donc "incapables de fournir des services pour tous" (Peace Direct, 2021, p. 17). Dans la pratique, le racisme structurel se manifeste dans les possibilités de financement des programmes et de la recherche, qui favorisent un nombre relativement restreint d'ONG, pour la plupart internationales, entretenant des relations préexistantes avec les donateurs, au détriment des ONG locales (ISS et al., 2022 ; Peace Direct, 2021). Les acteurs humanitaires "locaux" sont largement invisibles dans les reportages des médias sur les crises et désavantagés en termes d'opportunités de financement (Aloudat & Khan, 2022).

C'est pourquoi certains ont critiqué le principe humanitaire de neutralité comme étant une fiction qui renforce une relation de supériorité/infériorité entre les agences de l'ONU et les (I)ONG, qui sont pour la plupart basées et gérées par des personnes du « Nord global » et des personnes ayant besoin d'aide dans le « Sud global ». Dans le débat décolonial, le principe de neutralité est remis en question car il est utilisé pour soutenir la position supposée neutre des organisations internationales par rapport aux organisations locales, supposées partiales (Peace Direct, 2021). Cependant, les qualités intrinsèques du système humanitaire qui conduisent à des hypothèses sur qui est perçu comme neutre et qui ne l'est pas ne doivent pas nous amener à remettre en question le principe de neutralité en soi, mais à remettre en question les relations de pouvoir dans le système humanitaire (voir la discussion sur la localisation ci-dessous).

Dans la tentative de décolonisation du secteur de l'aide, quatre dimensions de la réforme peuvent être identifiées dans le contexte de la coopération Nord-Sud : 1) le partenariat et la solidarité dans le travail de projet, 2) les changements structurels dans les organisations, 3) la prise de conscience du racisme, de la discrimination et des privilèges, et 4) l'autoréflexion sur sa propre position de pouvoir au niveau mondial (Dombrowski, 2022). Les partenariats égalitaires nécessitent un "état d'esprit de transition, mettant en place des étapes claires pour le transfert du pouvoir et des ressources aux organisations locales" (Peace Direct, 2021, p. 40). Le changement structurel implique un recrutement différent, mais aussi un changement dans la production de connaissances. La prise de conscience du racisme structurel peut être encouragée par des conversations avec les donateurs et les communautés sur le pouvoir et en faisant attention au langage (Peace Direct, 2021, p. 42). La quatrième dimension implique que les institutions du Nord global assument la responsabilité des causes de l'inégalité globale et sensibilisent aux "mécanismes du commerce mondial, aux origines des matières premières et des produits de base ainsi qu'aux phénomènes sociaux tels que le racisme, l'eurocentrisme et les privilèges" (Dombrowski, 2022).

La nécessité d'une attention particulière aux déséquilibres de pouvoir

Nous analysons maintenant comment plusieurs défis (certains identifiés par les examens institutionnels eux-mêmes) sont liés aux déséquilibres de pouvoir mis en évidence par la perspective décoloniale, qui expliquent à leur tour l'écart important entre le concept du HDP et sa mise en œuvre sur le terrain. Il s'agit de la pensée en silo, du centrisme de l'État, de l'"approche de coordination" et d'une vision apolitique des "résultats collectifs".

Tout d'abord, l'un des obstacles pratiques à la suppression des structures en silos est que la **pensée en silos provient des donateurs internationaux et des agences d'aide**. Sur le terrain, dans la réalité quotidienne des personnes qui luttent pour gagner leur vie et des organisations locales qui cherchent à les aider, cela n'a pas de sens d'essayer de séparer les activités H, D et P (cf. Holliger et al., 2022). Dans une situation réelle donnée, tout est lié. En théorie, le HDP est conçu pour répondre à ce fait. Dans la pratique, cependant, de nombreuses ONG locales qui reçoivent des fonds d'organisations internationales ont dû compartimenter leurs activités pour s'adapter aux concepts des donateurs. Dans les contextes de crise, nombre d'entre elles mènent déjà

simultanément des activités humanitaires, de développement et de paix afin de fournir la meilleure assistance possible : "Si les organisations locales ne sont pas familières avec le jargon, elles opérationnalisent déjà le nexus" (Veron & Hauck, 2021, p. 19). Ces mêmes donateurs veulent aujourd'hui changer cette situation, mais peinent à agir en conséquence, comme le montrent les rapports selon lesquels les donateurs agissent parfois à l'encontre de la flexibilité et donnent la priorité à leurs propres intérêts plutôt qu'aux besoins locaux (Kittaneh & Stolk, 2018).

Deuxièmement, les modèles de développement dominants restent centrés sur l'État, ne tenant guère compte du fait que la coopération des ONG(I) avec les autorités étatiques peut être profondément problématique, en particulier dans les régions où les populations ont connu des conflits violents, des guerres et des gouvernements autocratiques ou corrompus. Les études commandées officiellement montrent une grande inquiétude quant à la manière d'amener les gouvernements nationaux à mettre en œuvre la réponse aux crises humanitaires. Des progrès dans l'avancement de l'approche nexus sont constatés dans "certaines situations de plus grande capacité dans lesquelles le gouvernement souhaite atteindre les objectifs humanitaires par le biais de ses propres systèmes étatiques, avec un soutien international" (CIC, 2019, p. ix). À cet égard, le Comité permanent inter-organisations écrit : "La cartographie montre les progrès accomplis dans l'harmonisation des documents d'analyse et de planification dans de nombreux pays, mais elle montre aussi la difficulté de traduire les engagements pris aux niveaux mondial et national en programmation et en financement des priorités convenues au niveau infranational" (Comité permanent inter-organisations, 2021, p. 4). Alors que le document d'examen de l'OCDE reconnaît que de nombreux résultats collectifs ne sont pas axés sur le renforcement des capacités nationales à moyen terme, les donateurs et les planificateurs au sein des Nations unies, de l'Union européenne et de l'OCDE semblent néanmoins attendre des gouvernements dans les contextes fragiles qu'ils mettent en œuvre les résultats collectifs et ne s'interrogent pas sur les raisons pour lesquelles il est difficile de mettre en œuvre les résultats collectifs avec les institutions étatiques infranationales. D'un point de vue décolonial, c'est l'approche étatique et descendante initiée par les agences externes qui constitue déjà un obstacle à la mise en œuvre. En outre, la nature centrée sur l'État d'une grande partie des documents d'orientation, de politique et d'examen empêche une discussion et une réflexion ouvertes sur les limites du travail avec et par l'intermédiaire des institutions étatiques. Macrae (2019) appelle donc à plus d'attention à l'analyse systématique de la qualité et de la quantité de l'espace de développement dans les espaces très peu sûrs et mal gouvernés. Il y a peu de réflexion sur le rôle des gouvernements dans la création des conditions propices aux conflits et aux diverses vulnérabilités, si bien que Macrae (2019) s'interroge : "(Et) si les gouvernements faisaient partie du problème ?".

Troisièmement, le centrisme étatique est intrinsèquement lié à l'approche de coordination des institutions des Nations unies : De manière significative, les études et les documents politiques mentionnent des exemples de bonnes pratiques de coordination du nexus HDP dans des contextes autoritaires (Cameroun, Tchad, Myanmar) (Veron & Hauck, 2021, p. 13) sans élaborer sur **la manière dont les ONG(I) peuvent** manœuvrer pour fournir une assistance sans renforcer les institutions étatiques susceptibles d'exposer la population à des dommages. Jusqu'à présent, l'approche du nexus HDP s'est concentrée sur la coordination entre les agences d'aide et au sein des organisations multi-mandats telles que l'Union européenne, plutôt que sur la manière de coordonner avec les acteurs divers dans les pays où ils fournissent de l'aide. En outre, les documents d'orientation et les rapports des ONG n'abordent pas la question de savoir comment les activités humanitaires, de développement et de paix peuvent se renforcer ou s'affaiblir mutuellement. Les idées conceptuelles sur la manière dont la coordination peut contribuer à créer des synergies productives entre les différents types d'activités - en plus d'éviter les doubles emplois - sont à peine développées dans les documents d'orientation et les rapports des ONG. Au-delà des difficultés pratiques liées à l'amélioration de la coordination, DuBois (2020) est fondamentalement critique à l'égard de l'"**approche de la coordination**" du nexus :

Le cadre descendant du nexus met l'accent sur des solutions structurelles, par exemple des recommandations visant à améliorer la planification opérationnelle pluriannuelle (...) - en fin de compte, cette interprétation du

nexus s'appuie fonctionnellement sur le système paternaliste et procédurier existant, et produit des approches interagences au nom d'objectifs centrés sur les personnes. Pour imaginer des alternatives, il faut cultiver la pensée nexus. Sans tenter une définition formelle, la pensée nexus se réfère à une culture et une idéologie futures où l'état d'esprit au sein des trois secteurs est suffisamment croisé pour que les différences deviennent techniques, non normatives et non hiérarchiques (pp. 10-11).(pp. 10-11).

Une perspective décoloniale de l'approche de coordination mettrait l'accent sur la responsabilité des acteurs de l'aide vis-à-vis des populations locales et soulèverait la question politique fondamentale de savoir à qui les ONG(I) devraient rendre des comptes, en particulier dans les contextes autoritaires et les situations de conflit. La responsabilité est un problème dans les situations de conflit : "Si les gouvernements ne sont plus le principal moteur des décisions concernant l'allocation des ressources, qui l'est, et qui examine ces processus dans l'intérêt des plus pauvres et des plus vulnérables ?" (Macrae, 2019).

Quatrièmement, les analyses commandés ont révélé que "les acteurs de terrain, dans divers contextes, ont tendance à fixer des résultats collectifs irréalistes, à établir des indicateurs de réussite irréalisables ou à fermer les yeux sur des obstacles inévitables" (OCDE, 2022a). Il existe une tendance à formuler des orientations sur l'approche nexus qui sont trop abstraites et insuffisamment connectées aux réalités quotidiennes du travail dans des contextes fragiles (Quack & Südhoff, 2020). Par exemple, un document politique recommandant des étapes pour l'approche nexus de l'UE indique : "Pour commencer : Avant d'opérationnaliser le triple nexus (phase d'analyse et de planification conjointes), les différents acteurs impliqués doivent avoir une compréhension commune des objectifs et des priorités dans un pays donné (...)" (Veron & Hauck, 2021, p. v).

S'attendre à développer une compréhension *commune* des objectifs pour un pays donné et de la signification de la "paix" est problématique pour trois raisons. Premièrement, il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que des acteurs ayant des intérêts et des cultures très différents se réunissent simplement pour développer une compréhension commune du monde. Cela ne diminue en rien l'importance d'essayer de forger une compréhension mutuelle des logiques et des rouages du travail humanitaire, de développement et de la paix si l'on veut que le HDP nexus produise des résultats positifs. Deuxièmement, cette attente reflète l'approche descendante de la coordination, qui commence par la coordination entre des acteurs partageant les mêmes idées, tels que les Nations unies et les institutions donatrices, c'est-à-dire des acteurs externes qui définissent de facto l'agenda des résultats collectifs. Bien que l'agenda de localisation attende formellement des institutions de l'ONU et des donateurs qu'ils se coordonnent avec toutes sortes d'acteurs "locaux", du national au local, de l'étatique au non-étatique, le fait que les institutions de l'ONU et les donateurs ne soient pas en mesure de coordonner leurs activités avec les acteurs "locaux" n'est pas un problème.

Le fait que 98 % de l'aide humanitaire internationale soit acheminée par l'intermédiaire d'agences internationales montre que les acteurs locaux sont fortement désavantagés lorsqu'il s'agit de peser sur de telles décisions. Troisièmement, il n'est pas réaliste d'attendre des résultats collectifs pour des notions aussi hautement politiques et contestées que la "paix" dans des régions en proie à la guerre et à des conflits violents. Dans ces régions, différents acteurs armés (y compris l'État) s'affrontent souvent sur des visions concurrentes des systèmes politiques, économiques, sociaux et juridiques que la "paix" devrait impliquer, par exemple : Doit-il y avoir un système multipartite et, si oui, quel est le système électoral sous-jacent et comment les fonctions politiques sont-elles réparties ? Quel système juridique doit être mis en œuvre (droit séculier, droit islamique, droit coutumier) ? Quelle forme devrait prendre l'économie (capitaliste, communautaire, orientée vers l'exportation ou visant l'autosuffisance) ? Et quel système social devrait être mis en œuvre (forte fourniture de services sociaux publics ou non) ? Parfois, ils le font sans tenir compte des besoins et des visions de l'ensemble de la population. Ces besoins, visions et intérêts contradictoires peuvent nuire à la "paix", mais ils doivent également être pris en compte. Dans la réalité de l'action internationale en cas de crise, les résultats collectifs en matière de paix sont soit imposés de l'extérieur, dans le cas de mandats militaires solides de missions internationales (par exemple au Mali), soit très éloignés des questions politiques du conflit (par exemple l'accent mis par de nombreuses actions du HDP sur les personnes déplacées). Les "résultats collectifs" semblent donc être

découplés de la politique interne d'un contexte donné. Il est utile de rappeler ici la recommandation du Comité d'aide au développement de l'OCDE (OCDE-DAC) sur le pouvoir politique :

*Reconnaissant que **les décisions devraient être fondées sur une compréhension de la manière dont le pouvoir est réparti et utilisé, (...), notant que toutes les interventions affectent la dynamique politique et que la situation politique déterminera à la fois si les interventions peuvent réussir et comment elles devraient être conçues pour avoir le plus grand impact** (OCDE, 2019).*

Dans une perspective décoloniale, il peut donc être plus important pour les acteurs internationaux de parvenir à une compréhension des interprétations multiples et contestées de la "paix" dans une situation donnée (voir la section sur la paix ci-dessous), plutôt que de rechercher une compréhension commune de ce que signifie la "paix" avec tous les acteurs impliqués. Il est important de noter que toute "situation politique" de ce type qui détermine "si les interventions peuvent réussir et comment elles doivent être adaptées pour avoir le plus grand impact" (OCDE, 2019) est également imprégnée de déséquilibres de pouvoir mondiaux, dont certains découlent du passé colonial, y compris le racisme structurel hérité de cette période. Par exemple, le cas du Mali montre que l'accès humanitaire peut être compromis lorsqu'une ancienne puissance coloniale comme la France dirige des missions internationales de stabilisation (voir les informations ci-dessous et *Spotlight Mali* (Haidara, 2024).

Les concepts abstraits du nexus HDP, tels que les résultats collectifs, risquent d'obscurcir cette politique d'intervention et la distribution du pouvoir. Pourtant, ces déséquilibres de pouvoir déterminent largement la manière dont le nexus HDP peut être mis en œuvre. Dans ce qui suit, nous examinerons plus en détail ce que cela signifie pour deux approches principales liées au nexus HDP : la localisation et l'intégration de la paix.

Le concept de localisation doit être élargi

Les orientations relatives à la mise en œuvre de l'agenda de localisation se lisent généralement comme suit : Les activités doivent être conçues "(...) avec les partenaires locaux aux commandes et comme partie intégrante de la réponse" (Veron & Hauck, 2021, p. 19).

Les gouvernements et les autorités locales devraient être impliqués de manière significative, afin de renforcer l'appropriation nationale et locale et les capacités de leadership et de gouvernance des gouvernements. Les communautés et les organisations communautaires, y compris la société civile, devraient également être en mesure de réagir efficacement. Cela implique d'investir dans leurs capacités et de financer ces organisations, conformément au programme de localisation (Veron & Hauck, 2021, p. 19).

Et l'on pourrait reformuler la dernière phrase en "conformément au programme d'efficacité de l'aide". L'échec de l'agenda d'efficacité de l'aide (Brown, 2020) nous rappelle qu'il y a quelque chose d'intrinsèquement défectueux dans les relations d'aide : Les relations de pouvoir sont biaisées en faveur des acteurs de l'aide et négativement en faveur des bénéficiaires de l'aide.

Pour illustrer nos idées sur la localisation, nous commençons par quelques idées tirées de nos études de cas nationales (Haidara, 2024 ; Kemmerling, 2024 ; Meininghaus, 2024). Les trois cas, le Mali, le Sud-Soudan et l'Irak, montrent que la coordination entre les acteurs de l'ONU et du gouvernement est un processus descendant. Certains points de référence du HDP, tels que l'analyse commune du contexte ou l'UNSCDF, ont été introduits entre différentes agences de l'ONU en Irak, au Sud-Soudan et au Mali, parallèlement aux plans de développement nationaux menés par le gouvernement, bien que le gouvernement lui-même soit souvent un partenaire problématique. À cet égard, le HDP continue de refléter ses origines descendantes des Nations unies vis-à-vis des gouvernements nationaux et des deux vis-à-vis de la société.

En conséquence, en Irak et au Sud-Soudan, la mise en œuvre du nexus HDP est encore très descendante dans la pratique. Seuls 4 % des fonds humanitaires en Irak ont été alloués à des ONG nationales et locales. Cette observation reflète la longue histoire de l'engagement de l'aide en Irak, où le personnel local doté d'une expertise considérable a rarement été recruté et où les connaissances locales précieuses continuent d'être négligées (ICVA, 2022, p. 5). Au Soudan du Sud, le financement commun, tel que le Fonds fiduciaire pour la

Tableau 2: Comparaison de la mise en œuvre du HDP en Irak, Mali et au Sud-Soudan

	L' Irak	Mali	Sud-Soudan
Origine du nexus HDP	Projet pilote de l'UE en 2017	Recommandations de la mission STAIT de l' ONU en 2017	Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS) en 2018
Phase actuelle	Suppression progressive de l'aide humanitaire	Dépendance à l'égard de l'aide humanitaire et de l'aide au développement	L'aide humanitaire dépasse l'aide au développement
Documents clés des Nations unies sur le lien avec le HDP	<ul style="list-style-type: none"> \ 2020 UN Sustainable Development Cooperation Framework (UNSDCF) \ 2021+ 2022 Common Country Analysis (CCA) \ Annual Humanitarian Response Plan (HRP) until 2023 	<ul style="list-style-type: none"> \ 2015-2019 Plan Cadre intégré des Nations Unies pour l'aide au développement au Mali (UNDAF) \ 2020-2024 Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) \ 2020 La stratégie nexus HDP \ Fonds pour la consolidation de la paix de l' ONU (UNPBF) \ 2020-2022 Plan de réponse humanitaire (HRP) 	<ul style="list-style-type: none"> \ 2019-2021/22 UN Cooperation Framework \ 2023-2025 UN Sustainable Development Cooperation Framework (UNSDCF) \ 2023 Humanitarian Response Plan (HRP)
Key national government documents on the HDP nexus	<ul style="list-style-type: none"> \ 2021 Inter-Agency Durable Solutions Strategic and Operational Framework 	<ul style="list-style-type: none"> \ Cadre stratégique pour la croissance économique et le développement durable (CREDD) 	<ul style="list-style-type: none"> \ 2021-24 Revised National Development Strategy (R-NDS)
Mise en œuvre de l'approche HDP par les Nations unies	Haut vers le bas - Manque de coordination entre les agences et les ONG(I) ; les ONG locales ont un rôle limité ; financement à court terme uniquement ; le gouvernement n'est pas perçu comme un partenaire fiable par le personnel des ONG(I), d'après les examens.	Haut vers le bas—La mise en œuvre de projets à impact rapide (QIP) par la MINUS-MA a semblé brouillé la frontière entre l'action humanitaire et la mission de maintien de la paix.	Haut vers le bas—Transfert de capacités à sens unique des acteurs internationaux vers les acteurs locaux. Localisation au sein du Fonds d'affectation spéciale pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience (RSRTF), du Fonds humanitaire du Sud-Soudan (SSHf) et du Partenariat pour le relèvement et la résilience (PfRR).
Mise en œuvre du nexus HDP par des organisations autres que les Nations unies	Les activités limitées, en particulier les activités de consolidation de la paix, soulèvent souvent des objections de la part des acteurs armés et politiques.	La contribution des ONG locales s'est limitée à apporter un soutien aux ONGI, mais une approche ascendante de la gestion des conflits a été adoptée dans plusieurs localités..	Certaines approches communautaires ascendantes ont été mises en œuvre par des ONGI en partenariat avec des ONG nationales et locales, financées par des donateurs bilatéraux.

réconciliation, la stabilisation et la résilience ou le Fonds humanitaire du Soudan du Sud, a été considéré comme un outil de financement innovant pour permettre une programmation intégrée le long du nexus HDP dans certains des points chauds du conflit du pays (Chan & Schmidlin, 2023 ; Horstmann, 2022 ; Tschunkert et al., 2023). Les organisations chargées de la mise en œuvre comprennent l'UNMISS, diverses agences de l'ONU, des ONGI et des ONG nationales/locales (Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2023). Cependant, la majorité des financements continue d'aller aux agences de l'ONU et aux ONGI ; dans le Fonds humanitaire du Soudan du Sud, les organisations nationales et locales de la société civile n'ont reçu que dix pour cent des financements entre 2016 et 2020 (Tschunkert et al., 2023, p. 8).

Au Sud-Soudan, les donateurs restent réticents à financer les ONG nationales et locales parce qu'ils les perçoivent comme moins fiables et moins compétentes que les ONGI. En outre, le transfert des fonds vers les ONG nationales et locales ne conduit pas automatiquement à une approche ascendante. Une étude récente au Soudan du Sud (Conflict Sensitivity Resource Facility & Detcro Research and Advisory, 2023) a montré que les communautés se sentent souvent insuffisamment engagées par les approches communautaires des ONG internationales et locales, et qu'elles leur reprochent d'avoir peu de marge de manœuvre pour négocier la manière dont elles souhaiteraient être impliquées et pour porter leurs intérêts et leurs demandes au-delà des secteurs cloisonnés qui dominent la conception des programmes et les exigences des donateurs (→ *Spotlight Irak* (Meininghaus, 2024) et *Spotlight Soudan du Sud* (Kemmerling, 2024)).

Ces résultats de notre propre recherche résonnent avec les résultats d'autres études sur les obstacles à la mise en œuvre de l'agenda de localisation et avec les critiques des mouvements d'aide à la décolonisation concernant la portée étroite de l'agenda de localisation. Comme le notent Barbelet et al. (2021), les perceptions qu'ont les acteurs internationaux des capacités des acteurs locaux et les risques qu'ils perçoivent entravent fondamentalement leur propre objectif déclaré de localisation :

La littérature se concentre sur les risques encourus par les acteurs internationaux lorsqu'ils s'associent à des acteurs locaux, plutôt que l'inverse, ce qui soulève des questions de déséquilibre des pouvoirs. De même, les approches de renforcement des capacités ne font qu'accentuer cette dynamique de pouvoir : (...) les exigences en matière de renforcement des capacités sont encore largement définies par les organisations internationales et se concentrent principalement sur (...) leur capacité à répondre aux exigences des bailleurs de fonds" (p. 6).

Les arguments qui mettent en garde contre la localisation en tant que solution remettent en question la qualité et la transparence des acteurs locaux (problème de corruption, jeux de pouvoir locaux) (Roepstorff, 2019). Les partenaires locaux sont considérés comme "politisés ou sélectifs", ce qui conduit les organisations d'aide à plaider pour une approche "axée sur l'impact", où l'impact axée sur ceux qui en ont le plus besoin est le résultat final (Kitaneh & Stolk, 2018, p. 18). Toutefois, une récente analyse documentaire sur la localisation montre que ces perceptions (négatives) des acteurs internationaux concernant les problèmes associés aux acteurs locaux ne sont guère fondées sur des preuves (Barbelet et al., 2021). Les acteurs de l'aide dans le Sud global sont frustrés de voir que le programme de localisation ne semble pas prendre en compte les racismes sous-jacents qui peuvent motiver le choix des institutions internationales : "Ce qui est peut-être le plus révélateur, c'est que dans les discussions que j'ai vues ou lues sur la localisation, très peu d'entre elles tentent d'aborder le racisme structurel qui est solidement ancré dans le système" (Mathews, 2022). En outre, les organisations internationales peuvent également être "politisées ou sélectives", étant donné que "toute présence humanitaire dans les zones de conflit est intrinsèquement politique" (Barakat & Milton, 2020, p. 150). Les acteurs internationaux doivent donc réfléchir à leur propre positionnement politique et à leurs préjugés, comme l'exige la critique décoloniale. Il existe désormais des outils pratiques à cet effet (Fondation des Clubs Garçons et Filles du Canada (BGC), 2022 ; Greijn & Heemskerk, 2020).

Au-delà des arguments sur l'efficacité discutable d'une approche localisée, une perspective critique sur le tournant local dans la construction de la paix nous incite à nous demander ce qu'est réellement le "local". Il n'est pas évident de savoir où commence le "local", qu'il s'agisse des gouvernements nationaux, des institutions gouvernementales décentralisées ou plutôt des acteurs non étatiques. On peut soutenir que les organisations humanitaires internationales font également partie des situations locales dès qu'elles interviennent (Roepstorff, 2019). Si les organisations humanitaires internationales s'intègrent aux cadres et aux dynamiques locales, il devient difficile d'affirmer que les (autres) acteurs locaux sont "politiques" alors que les acteurs internationaux ne le sont pas. En outre, les défis en matière de paix et de développement auxquels les communautés sont confrontées sont souvent transnationaux, ce qui démontre les limites d'une approche localisée (Kuloba-Warria & Tomlinson 2023, p. 24). Il est également important de reconnaître que le "local" a été trop simplifié ou romancé (Bräuchler, 2017 ; Bräuchler & Naucke, 2017 ; Mac Ginty, 2015 ; Paffenholz, 2015) : En fait, "le local" (partout) est un espace très hétérogène avec de multiples acteurs, y compris des individus, des ménages, des organisations de la société civile, des ONG(I), des acteurs politiques, d'autres autorités locales, des

entreprises et – dans des contextes de crise prolongée – souvent des acteurs armés étatiques et non étatiques. Ces acteurs peuvent se disputer les ressources ou avoir des intérêts contradictoires, mais ils peuvent aussi coopérer et négocier. Il est important de noter que le "local" est socialement divisé par la classe, une hétérogénéité qui est négligée par la notion de "local", comme le souligne Maha Shuayb, une universitaire libanaise :

Personnellement, je pense que j'ai d'autres identités et expériences plus intéressantes à apporter à la conversation que mon origine géographique. Pourtant, pour les organisations d'aide internationale ou les personnes considérées comme "non locales" dans le secteur, c'est ma politique identitaire qui est la plus intéressante. Ma représentation des autres locaux n'est jamais remise en question, alors que pour de nombreux Libanais, ayant été éduqués dans des universités d'élite au Royaume-Uni et n'ayant jamais passé de temps dans des campements de tentes ou des camps informels, je suis loin d'être un local. La localisation implique souvent cette compréhension réductrice de qui est local, excluant les plus défavorisés – qui ont sans doute le plus besoin que leur voix soit entendue – et donnant du pouvoir à d'autres comme moi (Shuayb, 2022).

Au-delà des préjugés racistes structurels à l'encontre des organisations locales, les penseurs du mouvement de décolonisation critiquent la notion étroite de localisation utilisée par les institutions de l'ONU pour conceptualiser le nexus HDP. À leurs yeux, la notion de localisation des Nations Unies (voir contexte ci-dessus) "(...) suggère que la localisation n'est rien de plus qu'un exercice technocratique d'identification de partenaires locaux de mise en œuvre pour des activités humanitaires spécifiques, plutôt qu'une approche plus holistique de soutien aux efforts de la société civile véritablement pris en charge au niveau local" (Mathews, 2022).

Dans les partenariats entre organisations internationales et "locales" dans le cadre de l'agenda de localisation, les organisations internationales fixent l'agenda, établissent et gèrent les relations avec les partenaires financiers et les services gouvernementaux et définissent le cadre du partenariat. Les penseurs décoloniaux s'y opposent en réclamant des partenariats plus équitables "dirigés par les communautés locales" (Doan & Fifield, 2020 ; Kuloba-Warria & Tomlinson, 2023, pp. 23-24). Selon Shuayb (2022), "si la localisation doit être autre chose qu'un simple mot à la mode et une expression symbolique, elle doit inclure des personnes du Sud, depuis la conception d'une idée jusqu'à son exécution – qu'il s'agisse de recherche, de réponse à un programme ou d'élaboration d'une politique".

Plusieurs tentatives sont en cours pour définir clairement ce que signifient les partenariats équitables, les efforts "menés localement" et "menés par la communauté" (Doan & Fifield, 2020 ; Kuloba-Warria & Tomlinson, 2023, pp. 23-24). Peace Direct (2021, p. 40) a élaboré neuf principes pour des partenariats efficaces que les ONGI peuvent utiliser comme point de départ. Ces principes sont les suivants :

Reconnaître et remettre en question les déséquilibres de pouvoir ; (2) Confronter le racisme et les préjugés ; (3) Soutenir le leadership local ; (4) S'efforcer d'assurer une responsabilité mutuelle ; (5) Établir des partenariats à long terme ; (6) Fournir un financement sans restriction ; (7) Faire preuve d'adaptabilité et promouvoir l'adaptabilité et la résilience auprès de vos partenaires ; (8) Prendre en compte les ressources non financières ; et (9) Veiller à ce que les transitions de partenariat soient un effort de collaboration.

En termes pratiques, "dirigé localement" peut signifier que les organisations de la société civile locale "ont le droit de proposer des interventions et des priorités" qui reflètent les intérêts et les priorités des circonscriptions concernées ; qu'elles "s'engagent directement dans des initiatives régionales et mondiales de renforcement des capacités en tant qu'acteurs à part entière, et non en tant que 'partenaires'" (Kuloba-Warria & Tomlinson 2023, pp.23-24). Nous allons maintenant nous concentrer sur la manière dont cela se traduit dans les efforts de consolidation de la paix des acteurs cherchant à mettre en œuvre l'approche nexus HDP.

La consolidation de la paix est une entreprise politique

Comme pour la localisation, nous soutenons qu'en essayant d'intégrer le pilier de la paix dans les interventions humanitaires ou de développement, les agences d'aide doivent développer une conscience de leur propre positionnement politique dans le passé et le présent. La distinction entre les "petites" et les "grandes" interventions de paix (voir le contexte ci-dessus) est utile pour définir certaines lignes rouges en matière

d'engagement. Cependant, s'engager dans des activités de paix est une entreprise politique dans tous les cas, et le fait de limiter les activités à de "petites" interventions ne doit pas être utilisé comme un moyen de rester à l'écart de la politique. Nous reprenons cette section en nous appuyant sur les études de cas nationales, qui montreront que les activités "petit p [little p]" peuvent être perçues comme tout aussi sensibles sur le plan politique que les activités "grand p [big P]", en fonction du contexte.

La mise en œuvre du nexus HDP et les réactions à la programmation du HDP en Irak, au Mali et au Sud-Soudan ont été très différentes :

- \ La programmation du HDP a été conçue par les missions militaires de l'ONU (et d'autres) au Mali et au Sud-Soudan dans une perspective de stabilisation/construction de la paix, tandis que la programmation du HDP en Irak a été introduite dans une perspective humanitaire.
- \ Au Mali, le lien étroit entre la programmation du HDP et les missions militaires a été controversé. Au Sud-Soudan, les institutions de la société civile locale ont considéré que l'UNMISS était plus neutre que les institutions nationales, malgré ses rôles mixtes en matière de paix et de sécurité. En Irak, les Nations unies n'ont pas de mission militaire à proprement parler.

Au Mali, l'intervention militaire - souvent perçue comme une dynamique néocoloniale - a sapé les efforts de consolidation de la paix et mis en péril même le travail purement humanitaire. Dans le contexte malien, les premières à mettre en pratique le nexus HDP ont été les institutions de l'ONU, menées par le PNUD et l'UNOCHA, et les missions militaires, à savoir la Mission de stabilisation de l'ONU MINUSMA avec ses projets à impact rapide et la mission française Barkhane avec son approche 3D (diplomatie, développement, défense). En 2017, une mission de la « Senior Transformative Agenda Implementation Team » a recommandé un plus grand engagement dans ce domaine (Veron & Hauck, 2021). Les débats autour de sa mise en œuvre au Mali se sont déroulés dans un contexte de forte opposition anticoloniale à la présence militaire internationale, qu'elle soit française ou de la MINUSMA. De manière significative, l'idée de mettre en œuvre le nexus HDP au Mali a suscité une résistance et une controverse considérables. Cela a immédiatement conduit à un débat très polarisé autour du nexus, car plusieurs parties prenantes avaient des réserves et étaient confuses quant au concept de "paix" (→ *Spotlight Mali* (Haidara, 2024)).

En Irak, en revanche, nous ne constatons pas d'engagement fort des acteurs militaires dans l'approche du nexus HDP, mais néanmoins, le gouvernement national et les acteurs politiques et armés locaux sont particulièrement critiques à l'égard des activités de paix. Le cas de l'Irak montre que "peu de p" ne signifie pas que les activités d'aide sont apolitiques. Les résultats de notre analyse des entretiens en Irak montrent que la mise en œuvre d'activités de paix en Irak reste très difficile pour deux raisons principales : A Sinjar, les participants à la recherche ont estimé que le moment n'était pas encore venu de mettre en œuvre, par exemple, des activités de cohésion sociale - et qu'elles n'étaient pas non plus considérées comme appropriées. Depuis le génocide de la population yazidie par les forces de l'État islamique en 2014, la méfiance, le manque d'accès au système judiciaire et la persécution des auteurs, ainsi que l'absence d'autres formes de justice transitionnelle, font que la peur persiste. Cela souligne la nécessité de réformes en matière de gouvernance et de justice, qui n'ont pas été introduites au cours des neuf dernières années. En outre, les personnes interrogées ont souligné que, selon elles, la solution à la situation ne réside pas dans la population locale mais dans les acteurs armés et les autres autorités au niveau local et national qui bloquent une solution politique et fondée sur les droits. Les activités de paix au niveau local parmi la population ne sont donc pas considérées comme une approche utile.

De même, dans d'autres parties du gouvernorat de Ninewa, les personnes interrogées ont affirmé que les activités de consolidation de la paix sont très difficiles à mettre en œuvre en Irak car elles soulèvent des objections de la part des acteurs armés et politiques, même au niveau local. Dans certains cas, cependant, des activités de paix, telles que la création de comités de paix, ont été menées de manière participative en dépit de cette opposition (→ *Spotlight Iraq* (Meininghaus, 2024)).

Les exemples du Mali et de l'Irak montrent que dans les trois contextes, la distinction entre les activités "big P" et "little P" est utile comme point de départ pour les acteurs humanitaires afin de tracer des lignes rouges pour l'engagement dans des activités de paix. Cependant, limiter son travail à des activités "little p" peut ne pas être suffisant si d'autres acteurs dans le pays sont engagés dans des activités "big P" qui sapent le travail de sa propre organisation, comme cela a été le cas au Mali. Le débat sur le type d'activités qui devraient être considérées comme "de paix" est toujours vivant et en cours : Les acteurs des ONG craignent toujours que si leur travail va de pair avec la consolidation de la paix, en particulier par le biais de missions militaires, ils seront perçus comme prenant parti dans le conflit et perdront leur neutralité. Comme l'a déclaré la coalition d'ONG VOICE en 2019 : "Si l'on insiste pour soutenir les processus de paix ou la stabilisation dans un contexte de conflit, il y a un risque très réel que l'action humanitaire fondée sur des principes ne puisse pas être efficace" (Redvers & Parker, 2020). Les risques d'une telle approche intégrée, d'une instrumentalisation de l'aide humanitaire à des fins de guerre plutôt que de paix, sont également soulignés dans des contributions académiques (Schetter & Prinz, 2024).

Malgré la résistance à la composante paix de l'approche du HDP et des missions militaires internationales au Mali, les "petites" activités p fonctionnent sous certaines conditions. Ici, le travail des ONG locales avec leurs connaissances et réseaux locaux est crucial et, apparemment, apprécié par les ONG internationales également. Malgré le contexte sécuritaire extrêmement difficile, les populations locales sont les principaux acteurs de la résolution de leurs propres conflits.

Alors que la nature politique des interventions "grand P" est évidente, la description par l'IASC des activités "petit P" comme contribuant à la fourniture équitable de services et à la cohésion sociale suggère qu'elles sont apolitiques. La question de savoir comment les agences de l'ONU et les ONG(I) font partie des questions politiques locales et nationales, des ressources et des relations de pouvoir est exclue du débat. Cependant, contribuer à une "administration fonctionnelle, inclusive et participative" (IASC, 2020, p. 9) peut être très difficile et controversé dans de nombreux contextes de conflit, où les services de l'État corrompus, partiels ou simplement inefficaces sont à l'origine du conflit armé. La nature politique de ces activités est claire lorsque l'IASC recommande "des efforts pour changer les politiques, les lois et les pratiques institutionnelles qui ont institutionnalisé l'inégalité et alimenté les perceptions de la marginalisation" (IASC, 2020, p. 10). En outre, les mesures visant à accroître la responsabilité de l'État, telles que les réformes de la gouvernance et du secteur de la justice, que l'IASC qualifie de "petit P", se situent souvent au niveau national ou régional plutôt qu'au niveau communautaire et sont tout aussi politiquement controversées que les activités de "grand P".

L'objectif de développer une voie commune pour les agences des Nations unies, les ONGI et les ONG locales, autour d'une "vision partagée de la société", est également une entreprise profondément politique. D'un point de vue décolonial, il soulève la question de savoir qui définit ce qui constitue cette "vision commune" et comment cette vision est réalisée dans la pratique. Dans les sociétés et les communautés qui connaissent des crises prolongées, des guerres et des conflits violents, la pauvreté et des niveaux souvent élevés d'inégalité dans l'accès aux ressources naturelles, à la santé, à l'éducation et à la participation politique, une telle vision commune de la société est très contestée. Dans de tels contextes, décider d'une vision partagée de la paix est une question intrinsèquement politique, alors que les agences de l'ONU et les ONG(I) ne représentent pas des acteurs politiquement légitimés dont les activités seraient autorisées (ou refusées) par des gouvernements représentatifs élus dans le cadre d'élections libres, secrètes, équitables et démocratiques.

Dans une perspective décoloniale, même pour les "petites activités" telles que la résolution des conflits locaux, la question se pose : Qui décide quels conflits sont traités par les activités de l'ONU et des ONGI et comment ? Dans une perspective décoloniale, il serait nécessaire que les communautés locales soient impliquées et aient leur mot à dire dans la conception du projet, et lorsqu'une vision commune de ce que la résolution des conflits devrait réaliser est contestée, différentes perspectives devraient être incluses dans la planification du projet.

Cela peut être réalisé, par exemple, en créant des espaces sûrs dans lesquels des personnes d'âges, de sexes, de milieux religieux ou ethniques, de statuts socio-économiques ou d'affiliations politiques différents travaillent ensemble à l'identification des conflits locaux et au développement de priorités et de formats pour les résoudre. Une approche décoloniale ne signifie pas que les agences d'aide étrangères ne doivent pas mettre en œuvre des initiatives, mais plutôt qu'elles devraient donner la priorité aux besoins et aux visions de la paix exprimés par ceux qu'ils servent. La différence cruciale est la mesure dans laquelle les populations locales sont non seulement consultées (si elles le sont), mais aussi dans laquelle leurs besoins et leurs visions de la paix déterminent l'ordre du jour et, surtout, font partie des processus de prise de décision.⁷ Dans une certaine mesure, certaines organisations humanitaires impliquent déjà les communautés dans la conception des projets.

Est-il donc réaliste d'attendre des objectifs communs – sous la forme de résultats collectifs – dans un pays caractérisé par une politique très contestée, des intérêts économiques et la concurrence entre les groupes armés ? Peut-il y avoir des objectifs communs de développement et de paix lorsque ces objectifs sont intrinsèquement politiques ? Et dans quelle mesure les objectifs et les priorités des agences de l'ONU – et plus largement des ONGI et des ONG locales – sont-ils complémentaires ou contradictoires ?

Les différences entre le Mali et le Sud-Soudan dans les réactions des missions militaires internationales aux activités du HDP sont instructives en termes d'enchevêtrement colonial. La perception que la mission internationale était étroitement liée à l'ancienne puissance coloniale a sapé les efforts de consolidation de la paix et de stabilisation de la communauté internationale au Mali. Les acteurs humanitaires craignaient d'être confondus avec le personnel militaire. Au Sud-Soudan, la mission militaire des Nations unies semble avoir été moins clairement associée à la domination extérieure antérieure et davantage à son mandat de protection lors de la dernière guerre civile (Quack & Südhoff, 2020). Les continuités coloniales doivent donc être prises en compte dans toute tentative de sensibilité aux conflits / « Do No Harm » et de consolidation de la paix. Les conflits violents sont souvent liés à l'héritage colonial. Pour éviter la reproduction des déséquilibres de pouvoir du passé, il faut analyser la manière dont l'histoire des conflits a façonné les déséquilibres de pouvoir actuels. Pour y parvenir, la production de connaissances doit également être décolonisée (Peace Direct, 2021, 2022b). En particulier, les analyses de contexte et de conflit coproduites avec des organisations locales et un large éventail de ménages locaux sont essentielles à la production de connaissances décoloniales. Comme le montrent la littérature et nos propres entretiens, les analyses de contexte et de conflit ne sont pas encore réalisées de manière systématique ou, lorsqu'elles le sont, elles manquent souvent de la profondeur nécessaire ou omettent des informations cruciales sur les groupes armés et leurs motifs de combat.

En ce qui concerne le positionnement politique des organisations d'aide, un dialogue plus approfondi est nécessaire sur ce que sont les principes humanitaires et pourquoi ils sont importants (Macrae, 2019). Certains affirment que les principes humanitaires sont tous destinés à servir l'objectif plus large de l'humanité, tout comme le développement et le travail pour la paix, et que la neutralité n'est donc pas une fin en soi (DuBois, 2020). Combinée à la critique décoloniale de l'illusion de neutralité des organisations internationales, une solution possible pour les organisations humanitaires pourrait être un positionnement réflexif et critique vis-à-vis des solutions militarisées que certains acteurs présentent comme faisant partie intégrante de la composante "paix" de l'approche HDP (cf. Schetter & Prinz, 2024).

7 \ Cela laisse encore une marge de manœuvre aux agences d'aide internationale pour décider de ne soutenir que les activités conformes aux droits de l'homme et de ne pas s'impliquer si, par exemple, elles ne peuvent pas s'assurer que les femmes sont incluses.

Conclusions : Une perspective décoloniale sur la voie à suivre

En raison du mécontentement populaire généralisé à l'égard de la domination occidentale dans le système humanitaire, les agences des Nations unies et les ONG ont insisté sur la nécessité de mettre en œuvre le nexus humanitaire, développement, paix (HDP) à partir de la base. Dans le même temps, des critiques récentes émanant d'une perspective décoloniale ont mis en évidence les déséquilibres structurels du pouvoir dans le système d'aide. Dans ce document de discussion, nous avons analysé la manière dont le nexus HDP devrait fonctionner à partir de la base et ce qu'une perspective décoloniale peut apporter à cet égard. L'accent mis sur le nexus HDP est important, selon nous, parce que les relations de pouvoir inégales au sein du secteur de l'aide et entre les organisations d'aide et les communautés locales, comme le souligne la critique décoloniale, deviennent un défi particulier pour l'aide humanitaire et la coopération au développement lorsqu'elles opèrent dans des situations de conflit armé et visent à inclure des activités de consolidation de la paix. Nos principales conclusions montrent que l'état actuel du nexus HDP en tant que concept et sa mise en œuvre dans la pratique se heurte à de nombreux obstacles à une approche ascendante. Les études et les analyses réalisées par les institutions des Nations unies et les ONG mettent principalement l'accent sur les défis structurels tels que les attentes irréalistes en matière de résultats collectifs et les financements cloisonnés, qui entravent la coordination entre les différents acteurs, la localisation et l'intégration des activités en faveur de la paix. Cependant, nous avons constaté que l'écart entre les normes élevées fixées dans le débat sur le nexus HDP et les réalités de la mise en œuvre du nexus est plus fondamentalement lié à des relations de pouvoir inégales dans le système.

Tout d'abord, nous avons constaté que l'approche nexus HDP est **largement mise en œuvre de manière descendante**, les acteurs du Nord global restant l'organe de décision pour l'établissement de l'agenda et la coordination. D'un point de vue décolonial, l'"approche de coordination" des Nations unies est liée à un agenda centré sur l'État qui a du mal à s'étendre aux organisations non étatiques et non occidentales. Pourtant, ce sont ces acteurs qui connaissent souvent le mieux les contextes locaux, les acteurs et la dynamique des conflits qui, dans le cas des conflits armés, sont extrêmement complexes et doivent être compris en profondeur pour éviter de nuire. De même, la coordination est parfois mal accueillie, en particulier par les acteurs humanitaires qui craignent que, s'ils sont perçus comme se coordonnant, par exemple avec les missions de maintien de la paix, leur aide soit perçue comme faisant partie des missions militaires, ce qui entraverait/entraverait leur accès. Comme nous l'avons montré, la localisation en termes d'acheminement de fonds par le biais d'organisations locales étatiques ou non étatiques est encore extrêmement limitée, du moins pour les organisations des Nations unies.

Deuxièmement, nous montrons qu'une **approche de localisation est non seulement limitée, mais qu'elle risque de reproduire les déséquilibres de pouvoir actuels plutôt que de les surmonter**. Par exemple, la localisation telle qu'elle est promue par les agences d'aide internationale depuis le sommet humanitaire mondial 2016 laisse toujours les organisations et les communautés locales avec peu de moyens.

Le pouvoir de décision et l'influence sur la conception des projets. Dans une perspective décoloniale, la localisation ne s'arrête pas au transfert de fonds des organisations internationales vers les organisations nationales ou locales de la société civile. Il n'y a aucune garantie que cela changera les déséquilibres de pouvoir du système d'aide, où les donateurs occidentaux et les débats dans les forums internationaux de haut niveau décident du flux d'argent, déterminant quels types, modalités et localités (H, D, et/ou P) sont prioritaires. Cette approche contraste avec le fait que, souvent, les communautés locales, le personnel et les ONG sont les plus au fait des causes profondes et de la dynamique du conflit, des besoins et des risques/forces du soutien, mais qu'ils sont les moins et les derniers à être consultés.

Troisièmement, nous constatons que les **activités de consolidation de la paix, en particulier les "petites" activités de paix, prétendent souvent être apolitiques**. Cependant, les résultats empiriques des cas nationaux montrent que la paix peut être controversée, comme les politiques de stabilisation des missions militaires internationales au Mali, ou trop sensible politiquement pour être mise en œuvre, comme on l'a vu en Irak.

D'un point de vue décolonial, pour les organisations de l'ONU, les ONGI et les gouvernements nationaux – qui sont souvent parties à des guerres et des conflits en cours – décider de "résultats collectifs" est un acte hautement politique, en particulier dans les sociétés profondément divisées par la guerre et les conflits violents avec des gouvernements non représentatifs. A cet égard, les activités de paix sont particulièrement sensibles lorsqu'elles risquent de remplacer de véritables processus de négociation politique, par exemple sur les régions du pays qui recevront de l'aide, sur les formes d'aide qui seront prioritaires et sur la vision de la paix pour la société et son ordre politique et social qui sera renforcée.

Les concepts abstraits du nexus HDP tels que la "localisation", les "résultats collectifs" et la "paix" contiennent des héritages contestés de déséquilibres de pouvoir coloniaux entre le Nord et le Sud, inhérents au système humanitaire international. En même temps, l'approche nexus HDP rend ces déséquilibres de pouvoir plus visibles, puisque les différents acteurs, de l'international au local, sont appelés à travailler ensemble sur un pied d'égalité. Le HDP offre donc une opportunité d'exposer le positionnement politique des acteurs de l'aide internationale et d'inclure une réflexion sur leur propre positionnement dans les contextes respectifs dans leurs approches "Do-No-Harm". Nous proposons donc les cinq principes clés suivants comme moyen d'avancer vers une approche ascendante dans une perspective décoloniale :

- \ **Du "regard blanc" à la conscience décoloniale** : La prise de conscience est le début d'une perspective décoloniale. L'approche décoloniale demande aux organisations d'aide internationale de se demander dans quelle mesure un "voile d'ignorance" des contextes de crise locaux s'accompagne d'un certain "regard blanc" qui considère, par exemple, les populations d'Afrique ou du Moyen-Orient comme "sujettes au conflit" (cf. Dombrowski, 2022 ; cf. Greijn & Heemskerk, 2020 ; Peace Direct, 2021). La question de savoir dans quelle mesure les conflits actuels peuvent être attribués aux interventions occidentales – y compris, mais pas seulement, coloniales – dans ces régions fait également partie de ces réflexions.
- \ **De la production de connaissances à la coproduction de connaissances** : Dans les contextes H, D et P, la production de connaissances fait référence à la manière dont les agences des Nations unies, les ONGI et les ONG locales obtiennent et génèrent des connaissances sur leur environnement de travail et leur planification interne, leur mise en œuvre et leur suivi, y compris différentes formes d'analyse (par exemple, le contexte, le conflit, la sécurité, le genre...). **Une approche décoloniale de la production de connaissances** exige que les connaissances locales se voient accorder la même valeur que les connaissances générées par le siège et le personnel international. En particulier, les analyses de contexte et de conflit coproduites avec des organisations locales et un large éventail de ménages locaux sont essentielles à la production de connaissances décoloniales. En même temps, cette coproduction de l'analyse des conflits ne devrait pas se limiter à l'analyse des conflits locaux, mais devrait également s'appliquer aux cadres nationaux tels que l'UNSDCF et donc à l'analyse des conflits à l'échelle du pays.
- \ **De la localisation à l'appropriation locale** : Au-delà d'une approche ascendante de la localisation, il convient d'adopter une approche décoloniale qui donne la priorité aux besoins et aux visions des populations locales – une "approche plus holistique pour soutenir les efforts de la société civile véritablement pris en charge au niveau local" (Mathews, 2022), des partenariats plus équitables "menés au niveau local" ou "dirigés par la communauté" (Angelini & Brown, 2023 ; Doan & Fifield, 2020). Une telle approche doit mieux impliquer les communautés tout au long du cycle de gestion du projet et donner la priorité aux agendas locaux. Une approche décoloniale de la localisation chercherait à surmonter l'altérisation du "local" comme étant éloigné, "arriéré", "sous-développé", en reconnaissant les multiples connexions globales des arènes et situations locales, y compris à travers les trajectoires des crises prolongées ; cela implique parfois de reconnaître des décennies d'interventions humanitaires, qui sont devenues partie intégrante du "local".

- \ **De la "petite" paix aux activités de paix "dirigées par la communauté"** : En ce qui concerne le troisième pilier de la "paix", des lignes rouges doivent être identifiées par rapport aux principes humanitaires pour décider quand et où une approche nexus n'est pas ou plus appropriée (cf. VOICE, 2019, p. 58). Néanmoins, les cas de l'Irak, du Mali et du Soudan du Sud montrent que les activités "petit p", telles que le soutien aux comités de paix locaux dans les zones d'opération, sont possibles et fonctionnent lorsque ces comités ne sont pas imposés de l'extérieur, mais sont construits à partir de la base avec les connaissances, les peuples et les structures qui existent localement. Dans le même temps, il faut veiller à ne pas exacerber involontairement la dynamique des conflits locaux en procédant à des analyses approfondies et régulières des conflits qui mesurent l'impact des projets d'aide - y compris les activités de paix - sur la dynamique des conflits locaux. Même les interventions humanitaires, telles que la fourniture d'eau dans des situations où la pénurie d'eau est une source régulière de conflit, peuvent contribuer à prévenir ce type de conflit si tel est l'objectif de la conception de l'intervention. C'est pourquoi, d'autre part, les acteurs humanitaires ne devraient pas se détourner des activités de paix par crainte générale de compromettre les principes humanitaires. En effet, toute action d'un acteur extérieur peut modifier la dynamique du pouvoir dans un contexte donné. Il vaut donc mieux être "politiquement intelligent" que "politiquement aveugle" ou, comme le disent Kittaneh et Stolk (2018, p. 19) : "Il est nécessaire que l'ensemble de la conception du programme intègre les réalités politiques ; penser politiquement n'est pas réservé aux experts en gouvernance ou en conflit - tout le personnel technique est également tenu d'acquiescer cet état d'esprit".
- \ **De l'aveuglement politique à l'intelligence politique** : cela ne signifie pas que les agences des Nations unies, les ONGI et les ONG locales qui mettent en œuvre le HDP doivent devenir des acteurs politiques, mais qu'elles doivent reconnaître que leur présence dans des contextes de crise très contestés peut avoir des implications politiques inhérentes. Conformément à la critique décoloniale, un dialogue permanent sur les continuités coloniales et la manière de les surmonter peut contribuer à rendre l'approche du HDP plus durable. Une perspective décoloniale remet en question la possibilité de neutralité des acteurs internationaux. Si les acteurs humanitaires doivent éviter de prendre parti dans un conflit en cours afin de maintenir l'accès aux personnes dans le besoin, cela ne signifie pas qu'ils sont politiquement neutres. Les organisations humanitaires devraient réfléchir à la manière dont les déséquilibres de pouvoir mondiaux et les histoires coloniales les positionnent par rapport aux autres acteurs. Les acteurs locaux ne sont pas en position de force par rapport aux groupes cibles et aux partenaires de coopération. Ce n'est que lorsque ces déséquilibres de pouvoir se reflètent dans les opérations d'aide quotidiennes qu'ils peuvent être traités et que l'influence des acteurs locaux sur la conception des projets peut être accrue.

Enfin, une perspective décoloniale qui cherche à comprendre en profondeur les contextes locaux, qui prend très au sérieux les expériences, les sentiments et les objections des populations locales et qui leur donne la priorité peut aider à éviter certaines erreurs du passé. Il y a donc des raisons de croire que la critique décoloniale peut apporter une contribution très précieuse à la transformation du débat général sur le nexus HDP. Traduite dans les pratiques susmentionnées par les agences d'aide internationale en partenariat avec les organisations et les populations locales, la critique décoloniale peut faire une réelle différence sur le terrain.

Liste des acronymes et abréviations

AA	<i>Ministère fédéral allemand des affaires étrangères</i>
APD	<i>Aide publique au développement</i>
BICC	<i>Bonn International Centre for Conflict Studies</i>
BLM	<i>Black Lives Matter (Les Vies Noires Comptent)</i>
BMZ	<i>Ministère allemand fédéral de la coopération économique et du développement</i>
CCA	<i>Analyse du pays commun</i>
DCO	<i>Bureau du coordinateur du développement (ONU)</i>
UE	<i>Union européenne</i>
HDP	<i>lien entre l'humanitaire, le développement et la paix</i>
HRP	<i>Plan d'intervention humanitaire</i>
IASC	<i>Comité permanent inter-agences (ONU)</i>
INGO	<i>Organisation internationale non gouvernementale</i>
IRC	<i>International Rescue Committee</i>
LRRD	<i>lier l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement</i>
MI	<i>Malteser International</i>
MINUSMA	<i>Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies au Mali</i>
MSF	<i>Médecins sans frontières</i>
NWW	<i>Nouvelle méthode de travail</i>
OCDE	<i>Organisation de coopération et de développement économiques</i>
OCDE-DAC	<i>Organisation de coopération et de développement économiques - Comité d'aide au développement</i>
ODD	<i>Objectif de développement durable</i>
ONG	<i>Organisation non gouvernementale</i>
ONU	<i>Nations Unies</i>
PNUD	<i>Programme des Nations unies pour le développement</i>
RCO	<i>Bureau du coordinateur résident (ONU)</i>
WHH	<i>Welthungerhilfe</i>
WHS / SHM	<i>Sommet humanitaire mondial</i>
UNOCHA	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies</i>
UNPBF	<i>Fonds de consolidation de la paix des Nations unies</i>
UNSDCF	<i>Cadre de coopération pour le développement durable des Nations unies</i>

Bibliographie

- ActionAid UK. (2022). *Leading the Way: The Nexus through a Feminist Lens*. Available at <https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/2022-12/ActionAid%20Leading%20the%20Way%20The%20Nexus%20through%20a%20Feminist%20Lens.pdf>
- ActionAid UK. (2022). *Leading the Way: The Nexus through a Feminist Lens*. Available at <https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/2022-12/ActionAid%20Leading%20the%20Way%20The%20Nexus%20through%20a%20Feminist%20Lens.pdf>
- Alcayna, T. (2019). *Ready to Change? Building Flexibility into the Triple Nexus* (ALNAP Spotlight Study). ALNAP. Available at <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/programming%20flexibility.pdf>
- Aloudat, T. (2020). Decolonising medicines and global health: We need genuine and lasting reforms that put patients in the driving seat. Médecins Sans Frontières Access Campaign. Available at <https://www.msfaaccess.org/blogs/decolonising-medicines-and-global-health-we-need-genuine-and-lasting-reforms>
- Aloudat, T., & Khan, T. (2022). Decolonising humanitarianism or humanitarian aid? *PLOS Global Public Health*, 2(4), e0000179. <https://doi.org/10.1371/journal.pgph.0000179>
- Angelini, L., & Brown, S. (2023). "Peace" in the Humanitarian-Development-Peace Nexus. *Good Practices and Recommendations*. European Peacebuilding Liaison Office. Available at https://eplo.org/wp-content/uploads/2023/10/EPLO_CSDN-DP_Peace-in-the-HDP-Nexus.pdf
- Barakat, S., & Milton, S. (2020). Localisation Across the Humanitarian-Development-Peace Nexus. *Journal of Peacebuilding and Development*, 15(2), 147-163. <https://doi.org/10.1177/1542316620922805>
- Barbelet, V., Davies, G., Flint, J., & Davey, E. (2021). Interrogating the evidence base on humanitarian localisation: a literature study. Executive summary. *HPG literature review*. Available at https://cdn.odi.org/media/documents/EXEC_SUMM_Localisation_lit_review_WEB.pdf
- Böttcher, C., & Wittkowsky, A. (2021). Give "P" a Chance: *Peacebuilding, Peace Operations and the HDP Nexus* (Study). ZIF. Available at https://www.zif-berlin.org/sites/zif-berlin.org/files/2022-02/ZIF_Studie_HDP_Nexus_EN.pdf
- Boys and Girls Clubs of Canada Foundation (BGC). (2022). *Anti-Racism Toolkit*. Available at <https://www.bgccan.com/wp-content/uploads/2022/03/BGC-Canada-Anti-Racism-Toolkit-and-Activity-Guide.pdf>
- Bräuchler, B. (2017). Social Engineering the Local for Peace. *Social Anthropology*, 25(4), 437-453. <https://doi.org/10.1111/1469-8676.12453>
- Bräuchler, B., & Naucke, P. (2017). Peacebuilding and Conceptualisations of the Local. *Social Anthropology*, 25(4), 422-436. <https://doi.org/10.1111/1469-8676.12454>
- Brown, S. (2020). The Rise and Fall of the Aid Effectiveness Norm. *European Journal of Development Research*, 32(4), 1230-1248. <https://doi.org/10.1057/s41287-020-00272-1>
- Buckley-Zistel, S., & Koloma Beck, T. (2022). Dekolonisiert Euch! Kritische Betrachtungen der Friedens- und Konfliktforschung. *Zeitschrift Für Friedens- Und Konfliktforschung*, 11(2), 141-152. <https://doi.org/10.1007/s42597-023-00098-8>
- Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ). (2020). *Strategy on Transitional Development Assistance*. Available at <https://www.bmz.de/resource/blob/30738/strategiepapier505-strategy-transitional-development-assistance.pdf>
- Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ). (2023). *Nexus- und Friedenspartner*. Available at <https://www.bmz.de/de/service/lexikon/nexus-und-friedenspartner-59952>
- CARITAS international. (2022). *Local Actions, Global Lessons. Uganda, Burundi, Niger: the urgent need for durable solutions*. Caritas International. Available at https://www.caritasinternational.be/wp-content/uploads/2023/01/EN_Caritas_ALLG-2_web-1.pdf?x41705
- Center on International Cooperation (CIC). (2019). *The Triple Nexus in Practice: Toward a New Way of Working in Protracted and Repeated Crises*. Available at <https://cic.nyu.edu/wp-content/uploads/1662/65/triple-nexus-in-practice-nwow-full-december-2019-web.pdf>
- Chan, N., & Schmidlin, N. (2023). *Towards a conflict-sensitive HDP nexus in South Sudan. A collection of lessons*. Conflict Sensitivity Resource Facility (CSRF). Available at <https://www.csrf-southsudan.org/wp-content/uploads/2023/05/BAC-CSRF-Milestone-Q17.B-Towards-a-conflict-sensitive-HDP-nexus-in-South-Sudan-1.pdf>
- Conflict Sensitivity Resource Facility (CSRF), & Detro Research and Advisory. (2023). *Community Engagement and Inter-Agency Collaboration across the Humanitarian-Development-Peace (HDP) Nexus in South Sudan*. Available at https://www.csrf-southsudan.org/wp-content/uploads/2023/05/CSRF_Community-Engagement-and-Inter-Agency-Collaboration-across-the-Humanitarian-Development-Peace-HDP-Nexus-in-South-Sudan_20230525.pdf
- Council of the European Union. (2022). *Good practices in the operationalisation of the humanitarian-development-peace nexus*. Available at <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15274-2022-INIT/en/pdf>
- de Wolf, F., & Wilkinson, O. (2019). *The Triple Nexus, Localization, and Local Faith Actors: The intersections between faith, humanitarian response, development, and peace. A Review of the Literature*. DCA actalliance. Available at https://jiflc.com/wp-content/uploads/2019/10/TripleNexus_SouthSudan_ReviewOfLiterature.pdf
- Development Initiatives. (2023). *Global humanitarian assistance report 2023*. <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2023>
- Doan, D., & Fifield, M. (2020). *What Does It Mean To Be Community-Led? Community Leaders' Perspectives On Principles, Practices, And Impacts Part 1*. Global Fund for Community Foundations (GFCF) & GlobalGiving. Available at https://www.globalgiving.org/learn/wp-content/uploads/2020/11/WhatDoesIt-MeanToBeCommunityLed_Nov2020.pdf
- Dombrowski, K. (2022). *Shifting Power - How development and humanitarian NGOs can address the consequences of colonialism in their work* (Report). VENRO. https://venro.org/fileadmin/user_upload/Dateien/Daten/Publikationen/Sonstige/FINAL_Venro_Report_ShiftingPower_EN.pdf
- DuBois, M. (2020). *The Triple Nexus - Threat or opportunity for the humanitarian principles?* Centre for Humanitarian action (CHA). Available at <https://www.chaberlin.org/en/publications/triple-nexus-threat-or-opportunity-for-the-humanitarian-principles-2/>
- Duvisac, S. (2022). *Decolonize! What does it mean?* Oxfam. Available at <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621456/tr-decolonize-what-does-it-mean-151222-en.pdf;jsessionid=A82871A925D88FFB16FEAC9D659483D?sequence=1>
- Greijn, H., & Heemskerk, A. M. (2020). Power Awareness Tool - A tool for analysing power in partnerships for development. *The Spindle*. Available at <https://www.partos.nl/wp-content/uploads/2021/05/Power-Awareness-Tool.pdf>
- Haidara, B. (2024). *Spotlight on Humanitarian-Development-Peace Nexus Implementation in Mali: Civil-Military Cooperation from a Decolonial Perspective* (BICC Report). BICC.
- Holliger, J., Brugger, F., & Mason, S. J. A. (2022). *Triple Nexus in Fragile Contexts-Next Steps*. Available at <https://www.researchgate.net/publication/366230784>
- Horstmann, L. (2022, December). *The Humanitarian-Development-Peace-Nexus. Recipes for success from the field: time for action* (ZIF Briefing 12/22). ZIF. Available at <https://reliefweb.int/report/world/humanitarian-development-peace-nexus-recipes-success-field-time-action>

- Inter-Agency Standing Committee (IASC). (2016). *The Humanitarian-Development Nexus: A New Way of Working*. Available at https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hdn_toolkit.pdf
- Inter-Agency Standing Committee (IASC). (2018). Definitions Paper IASC Humanitarian Financing Task Team, Localisation Marker Working Group. Available at https://interagencystandingcommittee.org/sites/default/files/migrated/2018-01/hftt_localisation_marker_definitions_paper_24_january_2018.pdf
- Inter-Agency Standing Committee (IASC). (2020). *Exploring Peace within the Humanitarian-Development-Peace Nexus* (Issue Paper). Available at [https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2020-10/Issue paper - Exploring peace within the Humanitarian-Development-Peace Nexus %28HDPN%29.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2020-10/Issue%20paper%20-%20Exploring%20peace%20within%20the%20Humanitarian-Development-Peace%20Nexus%20-%20Issue%20Paper.pdf)
- Inter-Agency Standing Committee (IASC). (2021). *Mapping Good Practice of the Implementation of Humanitarian-Development-Peace Nexus Approaches*. Available at <https://interagencystandingcommittee.org/sites/default/files/migrated/2021-11/IASC%20Mapping%20of%20Good%20Practice%20in%20the%20Implementation%20of%20Humanitarian-Development%20Peace%20Nexus%20Approaches%2C%20Synthesis%20Report.pdf>
- Inter-Agency Standing Committee (IASC). (2022). *A mapping and analysis of tools and guidance on the H-P linkages in the HDP-nexus* (An IASC Results Group 4 Working Paper). IASC. Available at <https://interagencystandingcommittee.org/sites/default/files/migrated/2022-03/Mapping%20and%20analysis%20of%20Tools%20and%20Guidance%20Peace%20RG4.pdf>
- International Council of Voluntary Agencies (ICVA). (2018). *Localization examined: an ICVA Briefing paper*. Available at <https://www.icvanetwork.org/uploads/2021/08/ICVA-Localization-Examined-Briefing-Paper.pdf>
- International Council of Voluntary Agencies (ICVA). (2022). *Advancing Nexus in the MENA region - Breaking the silos - Research and documentation of the state of humanitarian development-peace (HDP) Nexus in the MENA region*. Available at <https://www.icvanetwork.org/uploads/2022/07/Advancing-NEXUS-MENA-Report.pdf>
- International Institute of Social Studies (ISS), Kennisuitwisseling Over Noodhulp\Humanitarian Knowledge Exchange (KUNO), & Partos. (2022). *Whose Aid? Findings of a Dialogue series on the decolonisation of aid*. Available at <https://www.kuno-platform.nl/wp-content/uploads/2021/05/Whose-aid-Findings-of-a-dialogue-series-on-the-decolonisation-of-aid.pdf>
- Kemmerling, B. (2024). *Spotlight on Humanitarian-Development-Peace Nexus Implementation in South Sudan: Localisation from a Decolonial Perspective* (BICC Report). BICC.
- Kittaneh, A., & Stolk, A. (2018). Doing Nexus Differently: How can Humanitarian and Development Actors link or integrate humanitarian action, development, and peace? CARE. Available at https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/05/care_hub_detailed_paper_doing_nexus_differently_final_sep_2018.pdf
- Kuloba-Warria, C., & Tomlinson, B. (2023). *Implications of the Istanbul Principles and the DAC CSO Recommendation on Enabling Civil Society for ICSSOs* (Working Paper). CPDE. Available at <https://csopartnership.org/wp-content/uploads/2023/04/Implications-of-Istanbul-Principles-and-DAC-recommendations-on-enabling-civil-society.pdf>
- Mac Ginty, R. (2015). Where is the local? Critical Localism and Peacebuilding. *Third World Quarterly*, 36(5), 840–856. <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1045482>
- Macrae, J. (2019). *“Linking Thinking” Why is it so hard and what can we do about it? Reflections on current debates on the humanitarian, development and peace nexus*. Kennisuitwisseling Over Noodhulp\Humanitarian Knowledge Exchange. Available at <https://www.kuno-platform.nl/wp-content/uploads/2019/06/Linking-Thinking-KUNO-Macrae.pdf>
- Mathews, D. (2022). *Localization, decolonizing and #ShiftThePower; are we saying the same thing? – Another Way Is Possible*. Available at <https://shiftthepower.org/2022/06/14/localization-decolonizing-and-shiftthepower-are-we-saying-the-same-thing/>
- Meininghaus, E. (2024). *Spotlight on Humanitarian-Development-Peace Nexus Implementation in Iraq—Challenges to Peace Activities from a Decolonial Perspective* (BICC Report). BICC.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2019). *DAC Recommendation on the Humanitarian-Development-Peace Nexus*. Available at <https://legalinstruments.oecd.org/public/doc/643/643.en.pdf>
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2022a). *The Humanitarian-Development-Peace Nexus Interim Progress Review*. Available at <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/2f620ca5-en/index.html?itemId=/content/publication/2f620ca5-en>
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2022b). *States of Fragility 2022*. Available at <https://www.oecd.org/dac/states-of-fragility-fa5a6770-en.htm>
- Oxfam. (2019). *The Humanitarian Development Peace Nexus: What Does it Mean for Multi-Mandated Organizations?* Available at <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620820/dp-humanitarian-development-peace-nexus-260619-en.pdf>
- Paffenholz, T. (2015). Unpacking the Local Turn in Peacebuilding: A Critical Assessment towards an Agenda for Future Research. *Third World Quarterly*, 36(5), 857–874. <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.1029908>
- Peace Direct. (2021). *Time to Decolonise Aid - Insights and lessons from a global consultation*. Peace Direct. Available at <https://globalfundcommunityfoundations.org/wp-content/uploads/2021/05/PD-Decolonising-Aid-Report-final.pdf>
- Peace Direct. (2022a). *Localisation and Decolonisation: the difference that makes the difference* (Discussion paper). Available at <https://reliefweb.int/report/world/localisation-and-decolonisation-difference-makes-difference>
- Peace Direct. (2022b). *Race, Power, and Peacebuilding. Insights and lessons from a global consultation Decolonising the Sector* (Report). Available at <https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2023/09/Race-Power-and-Peacebuilding-report.v5.pdf>
- Quack, M., & Südhoff, R. (2020). *The Triple Nexus in South Sudan: Learning from Local Opportunities*. CHA. Available at <https://www.chaberlin.org/wp-content/uploads/2020/10/2020-10-triple-nexus-south-sudan-case-study-suedhoff-quack-1.pdf>
- Quijano, A., & Ennis, M. (2000). Coloniality of Power, Eurocentrism, and Latin America. *Nepantla: Views from South*, 1(3), 533–580. <https://www.muse.jhu.edu/article/23906>
- Redvers, L., & Parker, B. (2020). Searching for the nexus: Give peace a chance. *The New Humanitarian*. Available at <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/05/13/triple-nexus-peace-development-security-humanitarian-policy>
- Roepstorff, K. (2019). Chance für den Frieden? Die Lokalisierungsagenda im Humanitären System im Nexus von Humanitärer Hilfe und Friedensförderung. *Die Friedens-Warte*, 92(1-2), 40–58. <https://doi.org/10.35998/fw-2019-0003>
- Schetter, C., & Prinz, J. (2024). Peace or War? On the Logics of the Triple Nexus from the Humanitarian Perspectives. In H. Krieger (Ed.), *From Protracted Conflict to Sustainable Peace? The Humanitarian-Development-Peace Nexus and International Law*.

- Schirch, L. (2022). *Decolonising peacebuilding A way forward out of crisis*. Berghof Foundation, in Collaboration with Toda Peace Institute. Available at <https://berghof-foundation.org/library/decolonising-peacebuilding>
- Shuayb, M. (2022). Localisation only pays lip service to fixing aid's colonial legacy. *The New Humanitarian*. Available at <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2022/2/8/Localisation-lip-service-fixing-aid-colonial-legacy>
- Staes, W. (2021). *Triple Nexus - How humanitarian, development and peace actors can work together - Opportunities, challenges and ways forward for Belgium* (11. paper). 11.11.11 Vecht Mee Tegen Onrecht. Available at <https://11.be/sites/default/files/2021-06/11paper-TripleNexus-juni-2021.pdf>
- Tschunkert, K., Delgado, C., Murugani, V., & Riquier, M. (2023). Financing Food Security: Promises and Pitfalls of the Humanitarian-Development-Peace Nexus in South Sudan (SIPRI Research Policy Paper), 1-24. SIPRI. <https://doi.org/10.55163/EMWF5600>
- United Nations Development Programme (UNDP). (2023). *Annual Report 2022: United Nations Multi-Partner Trust Fund for Reconciliation, Stabilization and Resilience in South Sudan*. Available at https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2023-08/2022_south-sudan_rstrtf_narrative_report.pdf
- United Nations (UN). (2016). *One humanity: shared responsibility Report of the Secretary-General for the World Humanitarian Summit*. Available at <https://reliefweb.int/report/world/one-humanity-shared-responsibility-report-secretary-general-world-humanitarian-summit>
- Veron, P., & Hauck, V. (2021). *Connecting the pieces of the puzzle: the EU's implementation of the humanitarian-development-peace nexus*. European Centre for Development Policy Management. Available at <https://ecdpm.org/application/files/8816/5546/8571/Connecting-Pieces-Puzzle-EU-Implementation-Humanitarian-Development-Peace-Nexus-ECDPM-Discussion-Paper-301-2021.pdf>
- Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies (VOICE). (2019). *NGO Perspectives on the EU's Humanitarian- Development-Peace Nexus: Exploring challenges and opportunities*. VOICE. Available at <https://voiceeu.org/publications/ngos-perspectives-on-the-eu-s-humanitarian-development-peace-nexus.pdf>
- World Humanitarian Summit. (2016). *Transcending humanitarian-development divides, Changing People's Lives: From Delivering Aid to Ending Need. Commitment to Action*. Available at <https://agendaforhumanity.org/initiatives/5358>
- World Vision. (2020). *A Brighter Future for Children: Realising the Nexus in Afghanistan*. Available at <https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-11/A%20BRIGHTER%20FUTURE%20FOR%20CHILDREN-%20Realising%20the%20Nexus%20in%20Afghanistan.pdf>

bicc \

Bonn International Centre for Conflict Studies gGmbH

Pfarrer-Byns-Straße 1, 53121 Bonn, Allemagne

+49 (0)228 911 96-0, bicc@bicc.de

www.bicc.de

www.facebook.com/bicc.de



Directeur

Professeur Dr Conrad Schetter

AUTEURS

Marie Müller-Koné, Dr Esther Meininghaus, Dr Birgit Kemmerling, Dr Boubacar Haidara \ BICC

RÉDACTEUR

Boubacar Haidara

PRÉSENTATION DU TITRE

Silvia Gaianigo, Verena Krautter

MISE EN PAGE

Heike Webb

CREDITS PHOTO

Image du titre: image par rawpixel.com

TRADUCTION

Djenebou Niagale Diallo, Bamako, Mali

IMPRIMERIE

Brandt GmbH, Rathausgasse 13, 53111 Bonn

DATE DE PUBLICATION

16 January 2024

Les instituts de la JRF sont institutionnellement soutenus
par le Land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie



Except where otherwise noted, this work is licensed under:
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

Le BICC est un institut de recherche international indépendant qui se consacre à la recherche et au conseil politique sur les conditions, la dynamique et les conséquences des conflits violents afin de contribuer à un monde plus pacifique

Son approche multidisciplinaire couvre les thèmes de

- \ Construire la paix et la cohésion sociale
- \ Militarisation et maîtrise des armements
- \ Agents et modèles de sécurité et de guerre
- \ Conflits liés à l'environnement et aux infrastructures
- \ Migrations et déplacements forcés

Le BICC a été fondé en 1994 avec le soutien du Land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et est membre de la communauté de recherche Johannes-Rau.

www.bicc.de